cogeco COMMUNICATIONS

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Trimestre et semestre clos le 28 février 2026

Rapport de gestion 2

États financiers consolidés intermédiaires résumés 43

Statistiques sur les unités de service primaire 66

cogeco COMMUNICATIONS

RAPPORT DE GESTION

Trimestre et semestre clos le 28 février 2026

1. Énoncés de nature prospective 3
2. Faits saillants financiers 4
3. Aperçu de l'entreprise 6
4. Résultats d'exploitation et financiers consolidés 7
5. Résultats d'exploitation et financiers sectoriels 15
6. Transactions entre parties liées 20
7. Analyse des flux de trésorerie 21
8. Situation financière 25
9. Ressources en capital et liquidités 26
10. Contrôles et procédures 29
11. Incertitudes et principaux facteurs de risque 30
12. Développements en matière de méthodes comptables 31
13. Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières 32
14. Renseignements financiers trimestriels supplémentaires 42

1. Énoncés de nature prospective

Le présent rapport de gestion contient des énoncés de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, à la répartition du prix d'achat, aux taux d'imposition, au coût moyen pondéré du capital, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco Communications juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement à la rubrique « Objectifs et stratégie de la Société » du rapport de gestion annuel de l'exercice 2025 de la Société pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco Communications. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés aux marchés en général, à la concurrence (y compris les écosystèmes concurrentiels et technologiques changeants et les stratégies concurrentielles perturbatrices adoptées par nos concurrents), au commerce, à la réglementation (y compris les changements apportés aux lois et aux politiques gouvernementales, et l'incidence de décisions réglementaires comme celles du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») au Canada ou de la Federal Communications Commission aux États-Unis), à la fiscalité, à la technologie (y compris les risques liés à l'évolution de la technologie et aux menaces à la cybersécurité), aux finances (y compris les variations des taux de change et des taux d'intérêt), à la conjoncture économique (y compris l'inflation, les droits de douane, la baisse des dépenses des consommateurs et l'augmentation des coûts), à la gestion des talents (y compris le marché hautement concurrentiel pour le bassin limité d'employés dotés de compétences numériques), aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur le réseau de la Société (y compris la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes susceptibles de perturber les activités), sur ses infrastructures et sur ses systèmes, à la durabilité et aux informations à fournir en matière de durabilité, au comportement éthique, à la propriété, aux litiges et à la santé et sécurité publiques, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel de l'exercice 2025 et du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco Communications, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion; les énoncés prospectifs figurant dans le présent communiqué de presse représentent les attentes de Cogeco Communications à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes annexes de la Société pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2026 préparés conformément aux Normes IFRS® de comptabilité publiées par l'International Accounting Standards Board (les « Normes IFRS de comptabilité ») et avec le rapport annuel de l'exercice 2025 de la Société.

Dans le cadre de la préparation de ce rapport de gestion, la Société a tenu compte de l'information disponible jusqu'au 9 avril 2026, soit la date du présent rapport de gestion, à moins d'indication contraire. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle de l'exercice 2025, sont disponibles sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, ou sur le site Internet de la Société, à corpo.cogeco.com.

2. Faits saillants financiers

Trimestres et semestres clos les 28 février *(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)*	2026 $	2025 $	Variation %	Variation selon un taux de change constant[1][2] %	2026 $	2025 $	Variation %	Variation selon un taux de change constant[1][2] %
Opérations								
Produits	**693 560**	732 426	(5,3)	(3,6)	**1 400 807**	1 471 121	(4,8)	(4,2)
BAIIA ajusté[2]	**337 745**	356 499	(5,3)	(3,6)	**691 568**	721 714	(4,2)	(3,7)
Marge du BAIIA ajusté[2]	**48,7 %**	48,7 %			**49,4 %**	49,1 %		
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits)	**6 335**	8 035	(21,2)		**7 633**	(1 923)	—	
Bénéfice de la période	**83 585**	79 637	5,0		**176 680**	186 797	(5,4)	
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**80 006**	74 674	7,1		**168 682**	175 262	(3,8)	
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société[2][3]	**83 217**	80 693	3,1		**172 741**	171 367	0,8	
Flux de trésorerie								
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**170 558**	253 212	(32,6)		**346 881**	472 077	(26,5)	
Flux de trésorerie disponibles[2]	**155 045**	116 603	33,0	33,6	**280 582**	265 461	5,7	5,8
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau[2]	**169 073**	132 176	27,9	28,7	**313 364**	302 833	3,5	3,7
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**123 626**	159 371	(22,4)		**280 777**	312 614	(10,2)	
Dépenses d'investissement nettes[2][4]	**121 778**	157 895	(22,9)	(20,9)	**278 741**	308 540	(9,7)	(9,0)
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau[2]	**107 750**	142 322	(24,3)	(22,3)	**245 959**	271 168	(9,3)	(8,6)
Intensité du capital[2]	**17,6 %**	21,6 %			**19,9 %**	21,0 %		
Intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau[2]	**15,5 %**	19,4 %			**17,6 %**	18,4 %		
Données par action[5]								
Bénéfice par action								
De base	**1,90**	1,77	7,3		**4,01**	4,17	(3,8)	
Dilué	**1,89**	1,76	7,4		**3,97**	4,13	(3,9)	
Dilué ajusté[2][3]	**1,96**	1,90	3,2		**4,07**	4,04	0,7	
Dividendes par action	**0,987**	0,922	7,0		**1,974**	1,844	7,0	

(1) Les indicateurs de rendement clés présentés sur la base d'un taux de change constant sont obtenus en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains au taux de change des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2025, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,4298 $ CA pour 1 $ US et de 1,4028 $ CA pour 1 $ US, respectivement.

(2) Le BAIIA ajusté et les dépenses d'investissement nettes sont des mesures représentant un total des secteurs. La marge du BAIIA ajusté et l'intensité du capital sont des mesures financières supplémentaires. Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société, les flux de trésorerie disponibles, les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, et les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, sont des mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité. La variation selon un taux de change constant, l'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, et le bénéfice dilué par action ajusté sont des ratios non conformes aux Normes IFRS de comptabilité. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures financières, y compris les renvois à des rubriques précises du rapport de gestion, selon le cas, où figure un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières » du présent rapport de gestion.

(3) Exclut l'incidence des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits) ainsi que les profits/pertes liés à la modification et/ou l'extinction d'une dette, ce qui inclut les profits/pertes liés au rachat d'une dette (dans chaque cas déduction faite des impôts et de la participation ne donnant pas le contrôle).

(4) Les dépenses d'investissement nettes excluent les acquisitions sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre, ainsi que les coûts d'emprunt connexes, et sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend l'utilisation des subventions reçues d'avance.

(5) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

(en milliers de dollars canadiens)	**Au 28 février 2026** **$**	Au 31 août 2025 $
Situation financière		
Trésorerie	**54 501**	75 152
Total de l'actif	**9 671 995**	9 692 395
Dette à long terme		
Tranche courante	**271 769**	43 632
Tranche non courante	**4 283 813**	4 510 769
Endettement net[1]	**4 551 591**	4 527 171
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	**3 220 997**	3 160 522

(1) L'endettement net est une mesure de gestion du capital. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières » du présent rapport de gestion.

3. Aperçu de l'entreprise

Cogeco Communications est une société de télécommunications qui fournit des services Internet, sans-fil, vidéo et téléphonie filaire aux clientèles résidentielle et d'affaires au Canada et aux États-Unis. Les résultats de la Société sont présentés en deux secteurs opérationnels : le secteur des télécommunications au Canada et le secteur des télécommunications aux États-Unis.

3.1 Développements de l'entreprise

Lancement de welo, une nouvelle marque numérique concurrentielle destinée au marché américain

Le 26 février 2026, Cogeco Communications a lancé welo, une nouvelle marque numérique concurrentielle destinée au marché américain. La marque welo a été lancée à Columbus, en Ohio, et son déploiement devrait se poursuivre tout au long de l'exercice 2026.

Grâce à ce lancement, la Société compte maintenant sur une deuxième marque pour répondre à la demande de services de télécommunications sur le marché américain, marque qui, conjointement avec Breezeline, permettra de conquérir de nouveaux segments du marché, de stimuler la croissance interne et d'accélérer la numérisation de nos interactions de vente et de service.

Grâce au lancement des services sans fil au Canada, les clients canadiens ont maintenant plus de choix

En octobre 2025, Cogeco Communications a étendu les services sans fil de Cogeco Mobile dans la majorité de sa zone de couverture au Canada.

Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, la Société a modifié la présentation de ses secteurs à présenter à la suite du lancement à grande échelle de son offre de services sans fil canadiens. Les activités sans fil canadiennes sont maintenant présentées dans le secteur des télécommunications au Canada plutôt que dans le poste Activités du siège social et éliminations, dans lequel elles ont été incluses durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Se reporter aux rubriques « Résultats d'exploitation et financiers consolidés » et « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels » pour plus de détails.

3.2 Contexte opérationnel

La Société exerce ses activités dans un secteur qui fournit des services essentiels à des clients résidentiels et commerciaux et qui est reconnu pour sa résilience au fil des cycles économiques. Toutefois, en raison de l'intensification de la concurrence et de l'évolution des tendances en matière d'abonnements au service de vidéo, la Société s'attend à des pressions soutenues sur ses produits. De plus, des conditions macroéconomiques défavorables dues aux tensions géopolitiques mondiales et aux politiques commerciales changeantes pourraient amener les clients à réduire ou à reporter des dépenses discrétionnaires et/ou entraîner une hausse des coûts et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, ce qui pourrait exercer des pressions sur les produits et/ou les coûts d'exploitation de la Société. Pour soutenir sa croissance, la Société a entrepris un programme de transformation sur trois ans, qui est axé sur les synergies, la numérisation, l'analytique avancée, l'expansion du réseau et les services sans fil. Dans le cadre de son programme de transformation sur trois ans, la Société met en œuvre plusieurs initiatives axées sur la génération de produits et visant à générer des gains d'efficacité opérationnelle dans l'ensemble de l'organisation.

Les résultats de la Société annoncés dans les présentes pourraient ne pas être représentatifs des tendances opérationnelles et de la performance financière futures. Se reporter à la rubrique « Énoncés de nature prospective ».

3.3 Indicateurs de rendement clés

La Société mesure sa performance financière à l'égard de ses objectifs d'entreprise en surveillant les produits, le BAIIA ajusté[1], les dépenses d'investissement nettes[1], l'intensité du capital[1] et les flux de trésorerie disponibles[1] sur la base d'un taux de change constant[1]. La Société évalue également les dépenses d'investissement nettes, l'intensité du capital et les flux de trésorerie disponibles en excluant les projets d'expansion du réseau[1], car ces indicateurs fournissent une base commune pour comparer les dépenses d'investissement nettes aux dépenses d'investissement nettes historiques avant l'accélération des projets d'expansion du réseau et pour évaluer l'incidence des projets d'expansion du réseau sur les dépenses d'investissement nettes, l'intensité du capital et les flux de trésorerie disponibles.

(1) Le BAIIA ajusté et les dépenses d'investissement nettes sont des mesures représentant un total des secteurs. L'intensité du capital est une mesure financière supplémentaire. Les données présentées sur la base d'un taux de change constant, les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sont des mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité. L'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, est un ratio non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Ces termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur ces mesures financières, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

Aperçu

Durant le premier semestre de l'exercice 2026, les initiatives de réduction des coûts et les gains d'efficacité opérationnelle dont a bénéficié l'ensemble de la Société grâce à notre programme de transformation sur trois ans en cours ont atténué en partie les pressions sur le secteur des télécommunications aux États-Unis de la Société, dans un contexte où celui-ci continue de se heurter à la concurrence en matière de prix. Aux États-Unis, les tendances en matière d'abonnements Internet continuent de s'améliorer, en particulier en Ohio, grâce aux nouvelles stratégies de vente et de marketing et aux investissements effectués dans les infrastructures de réseau.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2026, la Société a poursuivi ses activités d'expansion du réseau, qui ont permis l'ajout de plus de 23 000 foyers câblés.

4. Résultats d'exploitation et financiers consolidés

4.1 Performance consolidée

Trimestres clos les 28 février			2026	2025		Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles[1]**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant[2]**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Produits	**693 560**	12 708	**706 268**	732 426	**(5,3)**	**(3,6)**
Charges d'exploitation	**349 801**	6 944	**356 745**	371 006	**(5,7)**	**(3,8)**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**6 014**	—	**6 014**	4 921	**22,2**	**22,2**
BAIIA ajusté	**337 745**	5 764	**343 509**	356 499	**(5,3)**	**(3,6)**
Marge du BAIIA ajusté	**48,7 %**			48,7 %		
Dépenses d'investissement nettes	**121 778**	3 112	**124 890**	157 895	**(22,9)**	**(20,9)**
Intensité du capital	**17,6 %**			21,6 %		

(1) Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3753 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du deuxième trimestre de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour la période correspondante de l'exercice 2025, qui était de 1,4298 $ CA pour 1 $ US.

Semestres clos les 28 février			2026	2025		Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles[1]**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant[2]**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Produits	**1 400 807**	7 924	**1 408 731**	1 471 121	**(4,8)**	**(4,2)**
Charges d'exploitation	**697 211**	4 342	**701 553**	739 564	**(5,7)**	**(5,1)**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**12 028**	—	**12 028**	9 843	**22,2**	**22,2**
BAIIA ajusté	**691 568**	3 582	**695 150**	721 714	**(4,2)**	**(3,7)**
Marge du BAIIA ajusté	**49,4 %**			49,1 %		
Dépenses d'investissement nettes	**278 741**	2 006	**280 747**	308 540	**(9,7)**	**(9,0)**
Intensité du capital	**19,9 %**			21,0 %		

(1) Pour le premier semestre de l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3856 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du premier semestre de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour la période correspondante de l'exercice 2025, qui était de 1,4028 $ CA pour 1 $ US.

Produits

Trimestres clos les 28 février	2026	2025	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change[1]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada	**373 448**	370 211	0,9	0,9	—
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**320 112**	362 215	(11,6)	(8,1)	12 708
	693 560	732 426	(5,3)	(3,6)	12 708

(1) L'incidence du taux de change est une mesure financière non conforme aux normes IFRS. Ce terme désigné n'a pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, il peut ne pas être comparable avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, y compris des renvois aux rubriques précises du rapport de gestion, selon le cas, où figure un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières ».

Semestres clos les 28 février	2026	2025	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change[1]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada	**750 360**	747 477	0,4	0,4	—
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**650 447**	723 644	(10,1)	(9,0)	7 924
	1 400 807	1 471 121	(4,8)	(4,2)	7 924

(1) L'incidence du taux de change est une mesure financière non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Ce terme désigné n'a pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, il peut ne pas être comparable avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, y compris des renvois aux rubriques précises du rapport de gestion, selon le cas, où figure un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, les produits ont diminué de 5,3 % et de 4,8 % (3,6 % et 4,2 % selon un taux de change constant), respectivement. Cette diminution selon un taux de change constant pour les deux périodes est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- la diminution du nombre d'abonnés au sein du secteur des télécommunications aux États-Unis par rapport à l'exercice précédent, la plus grande proportion de clients ne s'abonnant qu'aux services Internet, et la concurrence en matière de prix; facteurs partiellement contrebalancés par
- l'augmentation des produits dans le secteur des télécommunications au Canada, qui s'explique principalement par l'impact cumulatif des ajouts d'abonnés au service Internet haute vitesse au cours du dernier exercice. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la diminution globale du nombre d'abonnés aux services de vidéo et de téléphonie filaire étant donné qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet, ainsi que par la concurrence en matière de prix.

Charges d'exploitation

Trimestres clos les 28 février	2026	2025[1]	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada[1]	**178 495**	179 665	(0,7)	(0,4)	522
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**163 123**	184 506	(11,6)	(8,1)	6 420
Activités du siège social et éliminations[1]	**8 183**	6 835	19,7	19,8	2
	349 801	371 006	(5,7)	(3,8)	6 944

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2025, des charges d'exploitation de 1,9 million $ ont notamment été reclassées des activités du siège social et éliminations au secteur des télécommunications au Canada. Pour l'exercice complet, le poste Activités du siège social et éliminations comprend des charges d'exploitation de 10,9 millions $ liées aux activités sans fil au Canada pour l'exercice 2025 et de 14,4 millions $ pour l'exercice 2024.

Semestres clos les 28 février	2026	2025[1]	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada[1]	**355 086**	360 371	(1,5)	(1,4)	324
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**328 625**	367 123	(10,5)	(9,4)	4 016
Activités du siège social et éliminations[1]	**13 500**	12 070	11,8	11,9	2
	697 211	739 564	(5,7)	(5,1)	4 342

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Pour le premier semestre de l'exercice 2025, les charges d'exploitation de 4,9 millions $ ont notamment été reclassées des activités du siège social et éliminations au secteur des télécommunications au Canada. Pour l'exercice complet, le poste Activités du siège social et éliminations comprend des charges d'exploitation de 10,9 millions $ liées aux activités sans fil au Canada pour l'exercice 2025 et de 14,4 millions $ pour l'exercice 2024.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, les charges d'exploitation ont diminué de 5,7 % pour les deux périodes (3,8 % et 5,1 % selon un taux de change constant, respectivement). La diminution selon un taux de change constant pour les deux périodes découle principalement des initiatives de réduction des coûts et des gains d'efficacité opérationnelle dont a bénéficié l'ensemble de la Société grâce à notre programme de transformation sur trois ans en cours, en plus des éléments suivants :

- la baisse des coûts liés aux services de vidéo découlant en partie d'une diminution du nombre d'abonnements à la télévision dans les secteurs des télécommunications aux États-Unis et au Canada; facteur partiellement contrebalancé par
- une augmentation des ventes et des autres charges d'exploitation afin de stimuler la croissance du nombre d'abonnés; et
- des coûts liés aux licences technologiques de 1,8 million $ et de 3,5 millions $ pour l'exploitation de services sans fil au Canada ont été comptabilisés dans les charges d'exploitation au deuxième trimestre et au premier semestre de l'exercice 2026, respectivement, étant donné que le système de technologie sans fil est maintenant en service, alors que ces coûts ont été comptabilisés dans les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits) au cours de la phase de démarrage (se reporter à la sous-rubrique 4.2 « Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits) »).

En outre, la diminution des charges d'exploitation pour le premier semestre de l'exercice 2026 a aussi été contrebalancée en partie par un profit de 2,6 millions $ comptabilisé à la cession de certaines immobilisations corporelles dans le secteur des télécommunications au Canada au cours du premier trimestre de l'exercice 2025.

Honoraires de gestion

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. (« Cogeco ») se sont chiffrés à 6,0 millions $ et à 12,0 millions $, respectivement, comparativement à 4,9 millions $ et à 9,8 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2025. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA ajusté

Trimestres clos les 28 février	2026	2025[1]	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada[1]	**194 953**	190 546	2,3	2,0	(522)
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**156 989**	177 709	(11,7)	(8,1)	6 288
Activités du siège social et éliminations[1]	**(14 197)**	(11 756)	(20,8)	(20,8)	(2)
	337 745	356 499	(5,3)	(3,6)	5 764

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Semestres clos les 28 février	2026	2025[1]	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Secteur des télécommunications au Canada[1]	**395 274**	387 106	2,1	2,0	(324)
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**321 822**	356 521	(9,7)	(8,6)	3 908
Activités du siège social et éliminations[1]	**(25 528)**	(21 913)	(16,5)	(16,5)	(2)
	691 568	721 714	(4,2)	(3,7)	3 582

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, le BAIIA ajusté a diminué de 5,3 % et de 4,2 % (3,6 % et 3,7 % selon un taux de change constant), respectivement. La diminution selon un taux de change constant pour les deux périodes est principalement attribuable à la baisse des produits dans le secteur des télécommunications aux États-Unis, partiellement contrebalancée par des initiatives de réduction des coûts et des gains d'efficacité opérationnelle dans l'ensemble de la Société, comme il est expliqué ci-dessus.

Dépenses d'investissement nettes

Trimestres clos les 28 février	**2026**			2025[1]	**Variation**	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles** $	Incidence du taux de change $	**Selon un taux de change constant $**	Données réelles $	**Données réelles %**	**Selon un taux de change constant %**
Secteur des télécommunications au Canada[1]	**70 243**	1 095	**71 338**	77 493	**(9,4)**	**(7,9)**
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**51 535**	2 017	**53 552**	80 402	**(35,9)**	**(33,4)**
Dépenses d'investissement nettes[2]	**121 778**	3 112	**124 890**	157 895	**(22,9)**	**(20,9)**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**14 028**	217	**14 245**	15 573	**(9,9)**	**(8,5)**
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau	**107 750**	2 895	**110 645**	142 322	**(24,3)**	**(22,3)**
Intensité du capital	**17,6 %**			21,6 %		
Intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau	**15,5 %**			19,4 %		

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

(2) Les dépenses d'investissement nettes excluent les acquisitions sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre, ainsi que les coûts d'emprunt connexes, et sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend l'utilisation des subventions reçues d'avance.

Semestres clos les 28 février			2026	2025[1]	Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Données réelles $	Incidence du taux de change $	Selon un taux de change constant $	Données réelles $	Données réelles %	Selon un taux de change constant %
Secteur des télécommunications au Canada[1]	**175 934**	738	**176 672**	154 411	**13,9**	**14,4**
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**102 807**	1 268	**104 075**	154 129	**(33,3)**	**(32,5)**
Dépenses d'investissement nettes[2]	**278 741**	2 006	**280 747**	308 540	**(9,7)**	**(9,0)**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**32 782**	143	**32 925**	37 372	**(12,3)**	**(11,9)**
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau	**245 959**	1 863	**247 822**	271 168	**(9,3)**	**(8,6)**
Intensité du capital	**19,9 %**			21,0 %		
Intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau	**17,6 %**			18,4 %		

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

(2) Les dépenses d'investissement nettes excluent les acquisitions sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre, ainsi que les coûts d'emprunt connexes, et sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend l'utilisation des subventions reçues d'avance.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026, les dépenses d'investissement nettes ont diminué de 22,9 % (20,9 % selon un taux de change constant). Cette diminution selon un taux de change constant est principalement attribuable à la baisse des dépenses d'investissement liées à l'équipement chez l'abonné et au calendrier de certaines activités dans les secteurs des télécommunications aux États-Unis et au Canada.

Pour le premier semestre de l'exercice 2026, les dépenses d'investissement nettes ont diminué de 9,7 % (9,0 % selon un taux de change constant). Cette diminution selon un taux de change constant est principalement attribuable à la baisse des dépenses d'investissement liées à l'équipement chez l'abonné dans le secteur de télécommunications aux États-Unis et au calendrier de certaines activités dans les secteurs des télécommunications aux États-Unis et au Canada, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des dépenses d'investissement liées à l'équipement chez l'abonné dans le secteur des télécommunications au Canada.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, le ratio d'intensité du capital a atteint 17,6 % et 19,9 %, respectivement, comparativement à 21,6 % et à 21,0 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution du ratio d'intensité du capital pour les deux périodes s'explique principalement par la baisse globale des dépenses d'investissement évoquée ci-dessus, partiellement contrebalancée par la baisse des produits au sein du secteur des télécommunications aux États-Unis.

En excluant les projets d'expansion du réseau, les dépenses d'investissement nettes ont diminué de 24,3 % et de 9,3 % pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026 (22,3 % et 8,6 % selon un taux de change constant), respectivement, tandis que le ratio d'intensité du capital a atteint 15,5 % et 17,6 %, respectivement, comparativement à 19,4 % et à 18,4 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

4.2 Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits)

	Trimestres clos les 28 février			Semestres clos les 28 février		
	2026	2025	Variation	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Frais d'acquisition et d'intégration	**—**	6	—	**—**	154	—
Frais de restructuration	**4 957**	4 541	9,2	**5 602**	5 579	0,4
Coûts de configuration et de personnalisation dans le cadre d'accords d'infonuagique et d'autres accords[1]	**1 378**	3 488	(60,5)	**2 031**	5 033	(59,6)
Profit sur transactions de cession-bail[2]	**—**	—	—	**—**	(13 844)	—
Autres frais	**—**	—	—	**—**	1 155	—
	6 335	8 035	(21,2)	**7 633**	(1 923)	—

(1) Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2025, les coûts liés aux licences technologiques pour le déploiement du système canadien de technologie sans fil se chiffraient à 2,1 millions $ et à 3,3 millions $; pour les périodes correspondantes de l'exercice 2026, ces coûts se chiffrent à 1,8 million $ et à 3,5 millions $, respectivement, et sont inclus dans les charges d'exploitation du secteur des télécommunications au Canada puisque le système est maintenant en service.

(2) En relation avec la vente d'un immeuble et sa reprise à bail pour une période de deux ans, avec option de renouvellement pour une année supplémentaire, conclue au cours du premier trimestre de l'exercice 2025.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026, les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais ont diminué de 21,2 %, principalement en raison de la baisse des coûts de configuration et de personnalisation dans le cadre d'accords d'infonuagique et d'autres accords, le système de technologie sans fil étant maintenant en service au Canada (se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels » pour obtenir de plus amples renseignements). Au cours des deuxièmes trimestres des exercices 2026 et 2025, la Société a engagé des coûts de restructuration additionnels liés à ses initiatives de transformation.

Pour le premier semestre de l'exercice 2026, les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits) ont augmenté de 9,6 millions $, principalement en raison des facteurs suivants :

- un profit sans effet sur la trésorerie de 13,8 millions $ comptabilisé au premier trimestre de l'exercice 2025 dans le cadre de la vente d'un immeuble que la Société a repris à bail pour une période de deux ans avec option de renouvellement pour une année supplémentaire; partiellement contrebalancé par
- la baisse des coûts de configuration et de personnalisation dans le cadre d'accords d'infonuagique et d'autres accords, le système de technologie sans fil étant maintenant en service au Canada (se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels » pour obtenir de plus amples renseignements); et
- les autres frais engagés à l'exercice précédent pour la mise en œuvre de certaines initiatives.

4.3 Amortissements

	Trimestres clos les 28 février			Semestres clos les 28 février		
	2026	2025	Variation	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Secteur des télécommunications au Canada	**82 112**	87 277	(5,9)	**165 063**	173 308	(4,8)
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**82 774**	95 350	(13,2)	**171 596**	184 923	(7,2)
Activités du siège social et éliminations	**305**	293	4,1	**611**	588	3,9
	165 191	182 920	(9,7)	**337 270**	358 819	(6,0)

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, la dotation aux amortissements a diminué de 9,7 % et de 6,0 %, respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- la modification de la composition de l'actif au sein des secteurs des télécommunications au Canada et aux États-Unis;
- la diminution de l'amortissement des immobilisations incorporelles liée à des relations-clients acquises précédemment dans le secteur des télécommunications aux États-Unis; et
- la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent en ce qui concerne le secteur des télécommunications aux États-Unis.

4.4 Charges financières

	Trimestres clos les 28 février			Semestres clos les 28 février		
	2026	2025	Variation	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	**66 230**	71 422	(7,3)	**132 337**	141 579	(6,5)
Intérêts sur les obligations locatives	**781**	771	1,3	**1 541**	1 513	1,9
Profit lié au rachat d'une dette[1]	**(1 454)**	—	—	**(1 454)**	—	—
Profit net de change	**(794)**	(2 935)	(72,9)	**(1 691)**	(939)	80,1
Produits d'intérêts et autres produits	**(1 328)**	(2 801)	(52,6)	**(2 536)**	(5 528)	(54,1)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif[2]	**(4 086)**	(4 879)	(16,3)	**(8 065)**	(10 209)	(21,0)
Autres	**897**	1 425	(37,1)	**1 757**	2 076	(15,4)
Charges financières	**60 246**	63 003	(4,4)	**121 889**	128 492	(5,1)
Profit lié au rachat d'une dette[1]	**1 454**	—	—	**1 454**	—	—
Charges financières ajustées[3]	**61 700**	63 003	(2,1)	**123 343**	128 492	(4,0)

(1) Se rapporte principalement au rachat d'une portion des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2026.

(2) Se rapportent principalement à la dette contractée pour l'achat de licences de spectre et la construction de certains réseaux.

(3) Les charges financières ajustées, qui excluent les profits/pertes liés à la modification et/ou l'extinction d'une dette, y compris les profits/pertes liés au rachat d'une dette, sont une mesure financière non définie par les Normes IFRS de comptabilité. Ce terme désigné n'a pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, il peut ne pas être comparable avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026, les charges financières ont diminué de 4,4 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- la baisse des charges d'intérêts sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang en raison de la diminution de l'encours de la dette et des taux d'intérêt variables;
- la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent; et
- un profit sans effet sur la trésorerie de 1,5 million $ comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2026 en lien avec le rachat d'une portion d'un montant de 27,4 millions $ US des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang en février 2026; facteurs partiellement contrebalancés par
- la baisse des produits d'intérêts et autres produits, ainsi que la baisse des intérêts comptabilisés à l'actif.

Pour le premier semestre de l'exercice 2026, les charges financières ont diminué de 5,1 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- la baisse des charges d'intérêts sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang en raison de la diminution de l'encours de la dette et des taux d'intérêt variables;
- la baisse de l'utilisation de la facilité de crédit à terme rotatif par rapport à l'exercice précédent; et
- un profit sans effet sur la trésorerie de 1,5 million $ comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2026 en lien avec le rachat d'une portion d'un montant de 27,4 millions $ US des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang en février 2026; facteurs partiellement contrebalancés par
- la baisse des produits d'intérêts et autres produits, ainsi que la baisse des intérêts comptabilisés à l'actif.

Compte non tenu du profit sans effet sur la trésorerie lié au rachat d'une dette, les charges financières pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026 ont diminué de 2,1 % et de 4,0 %, respectivement.

4.5 Impôts sur le résultat

	Trimestres clos les 28 février			Semestres clos les 28 février		
	2026	2025	Variation	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Exigibles	**(4 433)**	9 670	—	**6 545**	24 298	(73,1)
Différés	**26 821**	13 234	—	**41 551**	25 231	64,7
Impôts sur le résultat	**22 388**	22 904	(2,3)	**48 096**	49 529	(2,9)
Taux d'impôt effectif	**21,1 %**	22,3 %	(5,4)	**21,4 %**	21,0 %	1,9

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, la charge d'impôts sur le résultat est demeurée comparable à celle des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les impôts exigibles ont bénéficié d'un ajustement rétroactif de 14,8 millions $ comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2026 à la suite de la réintroduction des mesures d'amortissement fiscal accéléré au Canada, les dispositions législatives connexes ayant été quasi adoptées le 26 février 2026.

4.6 Bénéfice de la période

	Trimestres clos les 28 février			Semestres clos les 28 février		
	2026	2025	Variation	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et le bénéfice par action)	**$**	$	%	**$**	$	%
Bénéfice de la période	**83 585**	79 637	5,0	**176 680**	186 797	(5,4)
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**80 006**	74 674	7,1	**168 682**	175 262	(3,8)
Bénéfice de la période attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle[1]	**3 579**	4 963	(27,9)	**7 998**	11 535	(30,7)
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société	**83 217**	80 693	3,1	**172 741**	171 367	0,8
Bénéfice de base par action	**1,90**	1,77	7,3	**4,01**	4,17	(3,8)
Bénéfice dilué par action	**1,89**	1,76	7,4	**3,97**	4,13	(3,9)
Bénéfice dilué par action ajusté	**1,96**	1,90	3,2	**4,07**	4,04	0,7

(1) La participation ne donnant pas le contrôle est liée à la participation de 21 % de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« La Caisse ») dans une filiale américaine.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont augmenté de 5,0 % et de 7,1 %, respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- la baisse de la dotation aux amortissements;
- la baisse des charges financières attribuable en partie à un profit avant impôt sans effet sur la trésorerie de 1,5 million $ comptabilisé en lien avec le rachat d'une portion d'un montant de 27,4 millions $ US des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang en février 2026; et
- la baisse des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais; facteurs partiellement contrebalancés par
- la diminution du BAIIA ajusté.

Pour le premier semestre de l'exercice 2026, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont diminué de 5,4 % et de 3,8 %, respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- la diminution du BAIIA ajusté; et
- la hausse des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits), qui s'explique principalement par le profit avant impôts sans effet sur la trésorerie de 13,8 millions $ comptabilisé au cours du premier trimestre de l'exercice 2025 dans le cadre d'une transaction de cession-bail; facteurs partiellement contrebalancés par
- la baisse de la dotation aux amortissements; et
- la baisse des charges financières attribuable en partie à un profit avant impôt sans effet sur la trésorerie de 1,5 million $ comptabilisé en lien avec le rachat d'une portion d'un montant de 27,4 millions $ US des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang en février 2026.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société, qui exclut l'incidence des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits), ainsi que du profit sans effet sur la trésorerie lié au rachat d'une dette comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2026 (dans chaque cas déduction faite des impôts et de la participation ne donnant pas le contrôle), a augmenté de 3,1 % et de 0,8 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

5. Résultats d'exploitation et financiers sectoriels

Les résultats de la Société sont présentés en deux secteurs opérationnels : le secteur des télécommunications au Canada et le secteur des télécommunications aux États-Unis.

À la suite du lancement à grande échelle de son offre de services sans fil canadiens dans la majorité de sa zone de couverture au Québec et en Ontario au cours du premier trimestre de l'exercice 2026, la Société a modifié la présentation de ses secteurs à présenter de manière à inclure les activités sans fil canadiennes dans son secteur des télécommunications au Canada. Les activités de Cogeco Mobile ont été incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

5.1 Secteur des télécommunications au Canada

Résultats d'exploitation et financiers

Trimestres clos les 28 février			2026	2025	Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles[1]**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant[2]**	Données réelles[3]	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Produits	**373 448**	—	**373 448**	370 211	**0,9**	**0,9**
Charges d'exploitation	**178 495**	522	**179 017**	179 665	**(0,7)**	**(0,4)**
BAIIA ajusté	**194 953**	(522)	**194 431**	190 546	**2,3**	**2,0**
Marge du BAIIA ajusté	**52,2 %**			51,5 %		
Dépenses d'investissement nettes	**70 243**	1 095	**71 338**	77 493	**(9,4)**	**(7,9)**
Intensité du capital	**18,8 %**			20,9 %		

(1) Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3753 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du deuxième trimestre de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour la période correspondante de l'exercice 2025, qui était de 1,4298 $ CA pour 1 $ US.

(3) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2025, des charges d'exploitation de 1,9 million $ ont notamment été reclassées des activités du siège social et éliminations au secteur des télécommunications au Canada.

Semestres clos les 28 février	2026			2025	Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles[1]**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant[2]**	Données réelles[3]	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Produits	**750 360**	—	**750 360**	747 477	**0,4**	**0,4**
Charges d'exploitation	**355 086**	324	**355 410**	360 371	**(1,5)**	**(1,4)**
BAIIA ajusté	**395 274**	(324)	**394 950**	387 106	**2,1**	**2,0**
Marge du BAIIA ajusté	**52,7 %**			51,8 %		
Dépenses d'investissement nettes	**175 934**	738	**176 672**	154 411	**13,9**	**14,4**
Intensité du capital	**23,4 %**			20,7 %		

(1) Pour le premier semestre de l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3856 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du premier semestre de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour la période correspondante de l'exercice 2025, qui était de 1,4028 $ CA pour 1 $ US.

(3) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le secteur des télécommunications au Canada comprend les activités sans fil canadiennes, qui étaient incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Pour le premier semestre de l'exercice 2025, les charges d'exploitation de 4,9 millions $ ont notamment été reclassées des activités du siège social et éliminations au secteur des télécommunications au Canada.

Produits

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, les produits ont augmenté de 0,9 % et de 0,4 %, respectivement, tels qu'ils sont présentés et selon un taux de change constant, principalement en raison des facteurs suivants :

- le nombre plus élevé d'abonnés au service Internet; facteur partiellement contrebalancé par
- la diminution globale du nombre d'abonnés aux services de vidéo et de téléphonie filaire étant donné qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet, ainsi que de la concurrence en matière de prix.

Charges d'exploitation

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026, les charges d'exploitation ont diminué de 0,7 % (0,4 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- les initiatives de réduction des coûts et les gains d'efficacité opérationnelle; et
- la baisse des coûts liés aux services de vidéo découlant en partie d'une diminution du nombre d'abonnements à la télévision; facteurs partiellement contrebalancés par
- l'augmentation des charges relatives aux ventes et des autres charges d'exploitation afin de stimuler la croissance du nombre d'abonnés;
- des coûts liés aux licences technologiques de 1,8 million $ pour l'exploitation de services sans fil au Canada ont été comptabilisés dans les charges d'exploitation au deuxième trimestre de l'exercice 2026 étant donné que le système de technologie sans fil est maintenant en service, alors que ces coûts ont été comptabilisés dans les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais au cours de la phase de démarrage (se reporter à la sous-rubrique 4.2 « Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits) »).

Pour le premier semestre de l'exercice 2026, les charges d'exploitation ont diminué de 1,5 % (1,4 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- les initiatives de réduction des coûts et les gains d'efficacité opérationnelle; et
- la baisse des coûts liés aux services de vidéo découlant en partie d'une diminution du nombre d'abonnements à la télévision; facteurs partiellement contrebalancés par
- l'augmentation des charges relatives aux ventes et des autres charges d'exploitation afin de stimuler la croissance du nombre d'abonnés;
- des coûts liés aux licences technologiques de 3,5 millions $ pour l'exploitation de services sans fil au Canada ont été comptabilisés dans les charges d'exploitation au premier semestre de l'exercice 2026, étant donné que le système de technologie sans fil est maintenant en service, alors que ces coûts ont été comptabilisés dans les frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits) au cours de la phase de démarrage (se reporter à la sous-rubrique 4.2 « Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits) »); et
- un profit de 2,6 millions $ comptabilisé à la cession de certaines immobilisations corporelles dans le secteur des télécommunications au Canada au cours du premier trimestre de l'exercice 2025.

BAIIA ajusté

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, le BAIIA ajusté a augmenté de 2,3 % et de 2,1 % (2,0 % pour les deux périodes selon un taux de change constant), respectivement, en raison de la hausse des produits et de la baisse des charges d'exploitation.

Dépenses d'investissement nettes et intensité du capital

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026, les dépenses d'investissement nettes ont diminué de 9,4 % (7,9 % selon un taux de change constant) et le ratio d'intensité du capital a atteint 18,8 %, contre 20,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison du calendrier de certaines initiatives et de la baisse des achats d'équipement chez l'abonné.

Pour le premier semestre de l'exercice 2026, les dépenses d'investissement nettes ont augmenté de 13,9 % (14,4 % selon un taux de change constant) et le ratio d'intensité du capital a atteint 23,4 %, contre 20,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des dépenses d'investissement liées à l'équipement chez l'abonné, facteur contrebalancé en partie par le calendrier de certaines initiatives.

Unités de service primaire

		Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les 28 février		Ajouts nets (pertes nettes) Semestres clos les 28 février	
	28 février 2026	**2026**	2025	**2026**	2025
Unités de service primaire[1]	**1 853 632**	**(12 367)**	(3 012)	**(20 439)**	(4 339)
Abonnés au service Internet	**951 718**	**4 639**	8 359	**13 552**	19 050
Abonnés au service de vidéo	**557 097**	**(10 844)**	(6 572)	**(21 664)**	(14 555)
Abonnés au service de téléphonie filaire	**344 817**	**(6 162)**	(4 799)	**(12 327)**	(8 834)

(1) Les unités de service primaire excluent les abonnés au service de téléphonie mobile étant donné que les services sans fil sont au stade initial de développement.

Internet

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, le nombre d'abonnés au service Internet a augmenté de 4 639 et de 13 552, respectivement. Le nombre plus faible d'ajouts nets d'abonnés au service Internet au deuxième trimestre par rapport à l'exercice précédent était anticipé et s'explique par l'intensification de la concurrence au cours de la première moitié du trimestre.

Vidéo

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service de vidéo de 10 844 et de 21 664, respectivement, sont principalement attribuables aux changements continus des tendances de consommation vidéo du fait qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet.

Téléphonie filaire

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service de téléphonie filaire de 6 162 et de 12 327, respectivement, sont principalement attribuables à la baisse de la proportion des clients s'abonnant au service de téléphonie résidentielle.

Foyers câblés

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, le nombre de foyers câblés a augmenté de 15 829 et de 16 926, respectivement.

5.2 Secteur des télécommunications aux États-Unis

Résultats d'exploitation et financiers

Trimestres clos les 28 février	2026			2025	Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles[1]**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant[2]**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Produits	**320 112**	12 708	**332 820**	362 215	**(11,6)**	**(8,1)**
Charges d'exploitation	**163 123**	6 420	**169 543**	184 506	**(11,6)**	**(8,1)**
BAIIA ajusté	**156 989**	6 288	**163 277**	177 709	**(11,7)**	**(8,1)**
Marge du BAIIA ajusté	**49,0 %**			49,1 %		
Dépenses d'investissement nettes	**51 535**	2 017	**53 552**	80 402	**(35,9)**	**(33,4)**
Intensité du capital	**16,1 %**			22,2 %		

(1) Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3753 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du deuxième trimestre de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour la période correspondante de l'exercice 2025, qui était de 1,4298 $ CA pour 1 $ US.

Semestres clos les 28 février	2026			2025	Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles[1]**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant[2]**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Produits	**650 447**	7 924	**658 371**	723 644	**(10,1)**	**(9,0)**
Charges d'exploitation	**328 625**	4 016	**332 641**	367 123	**(10,5)**	**(9,4)**
BAIIA ajusté	**321 822**	3 908	**325 730**	356 521	**(9,7)**	**(8,6)**
Marge du BAIIA ajusté	**49,5 %**			49,3 %		
Dépenses d'investissement nettes	**102 807**	1 268	**104 075**	154 129	**(33,3)**	**(32,5)**
Intensité du capital	**15,8 %**			21,3 %		

(1) Pour le premier semestre de l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3856 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du premier semestre de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour la période correspondante de l'exercice 2025, qui était de 1,4028 $ CA pour 1 $ US.

Produits

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, les produits ont diminué de 11,6 % et de 10,1 % (8,1 % et 9,0 % selon un taux de change constant), respectivement. La diminution selon un taux de change constant pour les deux périodes est principalement attribuable à la baisse du nombre d'abonnés par rapport à l'exercice précédent, à la plus grande proportion de clients ne s'abonnant qu'aux services Internet et à la concurrence en matière de prix.

En monnaie locale, les produits se sont chiffrés à 232,8 millions $ US et à 469,4 millions $ US, respectivement, comparativement à 253,3 millions $ US et à 516,1 millions $ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2025.

Charges d'exploitation

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, les charges d'exploitation ont diminué de 11,6 % et de 10,5 % (8,1 % et 9,4 % selon un taux de change constant), respectivement. Cette diminution selon un taux de change constant pour les deux périodes est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- la baisse des coûts liés aux services de vidéo découlant en partie d'une diminution du nombre d'abonnements à la télévision; et
- les initiatives de réduction des coûts et les gains d'efficacité opérationnelle.

BAIIA ajusté

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, le BAIIA ajusté a diminué de 11,7 % et de 9,7 % (8,1 % et 8,6 % selon un taux de change constant), respectivement. La diminution selon un taux de change constant pour les deux périodes est principalement attribuable à la baisse des produits, partiellement contrebalancée par la baisse des charges d'exploitation.

En monnaie locale, le BAIIA ajusté s'est chiffré à 114,2 millions $ US et à 232,3 millions $ US, respectivement, comparativement à 124,3 millions $ US et à 254,3 millions $ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2025.

Dépenses d'investissement nettes et intensité du capital

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, les dépenses d'investissement nettes ont diminué de 35,9 % et de 33,3 % (33,4 % et 32,5 % selon un taux de change constant), respectivement, principalement en raison de la baisse des dépenses d'investissement liées à l'équipement chez l'abonné et du calendrier de certaines initiatives.

En monnaie locale, les dépenses d'investissement nettes se sont chiffrées à 37,5 millions $ US et à 74,2 millions $ US, respectivement, comparativement à 56,3 millions $ US et à 109,8 millions $ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2025.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, le ratio d'intensité du capital a atteint 16,1 % et 15,8 %, respectivement, comparativement à 22,2 % et à 21,3 % pour les périodes correspondantes de l'exercice 2025. La diminution du ratio d'intensité du capital pour les deux périodes s'explique principalement par la baisse des dépenses d'investissement évoquée ci-dessus, partiellement contrebalancée par la baisse des produits.

Unités de service primaire

		Ajouts nets (pertes nettes)		Ajouts nets (pertes nettes)	
		Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	28 février 2026	**2026**	2025	**2026**	2025
Unités de service primaire[1]	**940 578**	**(11 511)**	(15 355)	**(21 605)**	(32 860)
Abonnés au service Internet	**609 751**	**(5 173)**	(5 037)	**(6 319)**	(10 763)
Abonnés au service de vidéo	**221 877**	**(5 312)**	(7 112)	**(12 290)**	(15 639)
Abonnés au service de téléphonie filaire	**108 950**	**(1 026)**	(3 206)	**(2 996)**	(6 458)

(1) Les unités de service primaire excluent les abonnés au service de téléphonie mobile étant donné que les services sans fil sont au stade initial de développement.

Internet

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service Internet se sont chiffrées à 5 173 et à 6 319, respectivement, et sont principalement attribuables à un environnement hautement concurrentiel, surtout en ce qui concerne les services Internet d'entrée de gamme, partiellement contrebalancé par les facteurs suivants :

- des ajouts nets d'abonnés au service Internet se chiffrant respectivement à 1 190 et à 3 792 en Ohio, en partie attribuables à l'amélioration de la gestion des clients découlant des nouvelles stratégies de vente et de marketing et des investissements effectués dans les infrastructures de réseau; et
- les ajouts dans les régions où il y a eu une expansion du réseau.

Vidéo

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service de vidéo se sont chiffrées à 5 312 et à 12 290, respectivement, et sont principalement attribuables aux facteurs suivants :

- la promotion continue des offres axées sur Internet et l'importance réduite accordée aux offres axées sur les services de vidéo comme produit individuel;
- les changements continus des tendances de consommation vidéo, tandis qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet; et
- les offres concurrentielles au sein du secteur, y compris les plateformes en ligne; facteurs contrebalancés en partie par
- les ajouts dans les régions où il y a eu une expansion du réseau.

Téléphonie filaire

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, les pertes nettes d'abonnés au service de téléphonie filaire se sont chiffrées à 1 026 et à 2 996, respectivement, et sont principalement attribuables aux facteurs suivants :

- la priorité continue accordée aux offres qui sont axées sur Internet; et
- la baisse de la proportion des clients s'abonnant au service de téléphonie résidentielle; facteurs partiellement contrebalancés par
- les ajouts dans les régions où il y a eu une expansion du réseau.

Foyers câblés

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, le nombre de foyers câblés a augmenté de 3 087 et de 6 212, respectivement.

6. Transactions entre parties liées

Au 28 février 2026, Cogeco détenait 28,4 % des actions de participation de la Société, représentant 79,8 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction et d'administration en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustements futurs à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Le tableau suivant présente les honoraires de gestion versés à Cogeco.

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Honoraires de gestion versés à Cogeco	**6 014**	4 921	**12 028**	9 843

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Le tableau suivant présente le nombre d'options sur actions et d'unités d'actions liées au rendement qui, au cours des semestres clos les 28 février 2026 et 2025, ont été attribuées à ces hauts dirigeants, à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications, et dont la valeur a été refacturée à Cogeco.

	Semestres clos les 28 février	
(en nombre d'unités)	**2026**	2025
Options sur actions	**189 845**	143 978
Unités d'actions liées au rendement	**24 679**	89 991

Le tableau suivant présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Options sur actions	**225**	189	**471**	387
Unités d'actions incitatives	**19**	31	**46**	71
Unités d'actions liées au rendement	**734**	473	**1 380**	728
Unités d'actions différées	**27**	37	**110**	73
	1 005	730	**2 007**	1 259

7. Analyse des flux de trésorerie

	Trimestres clos les 28 février			Semestres clos les 28 février		
	2026	2025	Variation	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	**170 558**	253 212	(32,6)	**346 881**	472 077	(26,5)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	**(128 995)**	(160 209)	(19,5)	**(287 614)**	(297 174)	(3,2)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	**(50 652)**	(46 361)	9,3	**(78 916)**	(115 636)	(31,8)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	**(1 539)**	2 862	—	**(1 002)**	5 471	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(10 628)**	49 504	—	**(20 651)**	64 738	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	**65 129**	91 569	(28,9)	**75 152**	76 335	(1,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	**54 501**	141 073	(61,4)	**54 501**	141 073	(61,4)

7.1 Activités d'exploitation

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 32,6 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- la hausse des sorties de trésorerie liées au fonds de roulement, principalement attribuable au calendrier des paiements faits aux fournisseurs;
- la diminution du BAIIA ajusté; et
- la hausse des impôts sur le résultat payés, principalement en raison de l'augmentation des acomptes provisionnels requis.

Pour le premier semestre de l'exercice 2026, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 26,5 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- la hausse des sorties de trésorerie liées au fonds de roulement, principalement attribuable au calendrier des paiements faits aux fournisseurs;
- la hausse des impôts sur le résultat payés, principalement en raison du paiement final des soldes d'impôt sur le résultat pour l'exercice 2025, ce qui reflète les modifications apportées aux lois fiscales; et
- la diminution du BAIIA ajusté.

7.2 Activités d'investissement

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 19,5 % et de 3,2 %, respectivement, principalement en raison de la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles.

De plus, la diminution des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour le premier semestre de l'exercice 2026 a également été partiellement contrebalancée par le produit net de 16,5 millions $ reçu dans le cadre d'une transaction de cession-bail au cours du premier trimestre de l'exercice 2025.

Acquisitions d'immobilisations corporelles

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les paiements en trésorerie pour les acquisitions d'immobilisations corporelles présentés dans la section portant sur les investissements des tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie et les dépenses d'investissement nettes présentées à la sous-rubrique 4.1 « Performance consolidée ».

	Trimestres clos les 28 février			Semestres clos les 28 février		
	2026	2025	Variation	**2026**	2025	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**123 626**	159 371	(22,4)	**280 777**	312 614	(10,2)
Subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles au cours de la période	**(1 848)**	(1 476)	25,2	**(2 036)**	(4 074)	(50,0)
Dépenses d'investissement nettes	**121 778**	157 895	(22,9)	**278 741**	308 540	(9,7)

7.3 Activités de financement

Émission de titres d'emprunt et remboursement de la dette

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026, les variations des flux de trésorerie liés à l'émission de titres d'emprunt et au remboursement de la dette s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février		
	2026	2025	**2026**	2025	Explications
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$	
Augmentation de l'endettement bancaire	**4 303**	11 127	**2 924**	2 657	Liée au calendrier des besoins en fonds de roulement.
Augmentation (diminution) nette des facilités de crédit rotatif	**30 197**	(331 714)	**76 182**	(312 893)	Se rapporte aux fonds prélevés aux termes de la facilité de crédit rotatif au cours du premier semestre de l'exercice 2026. La diminution de l'exercice précédent était principalement liée au remboursement de montants prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif au moyen du produit net de l'émission des billets garantis de premier rang, série 3, d'un montant de 325 millions $ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2025.
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	**1 857**	323 421	**5 445**	323 421	Se rapporte aux fonds prélevés aux termes de la facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang au cours du premier semestre de l'exercice 2026. L'émission de titres d'emprunt effectuée à l'exercice précédent était liée à l'émission de billets garantis de premier rang, série 3, d'un montant de 325 millions $ en février 2025.
Remboursement et rachat des billets et des facilités de crédit	**(43 091)**	(7 761)	**(64 525)**	(49 019)	Se rapporte principalement au rachat d'une portion d'un montant de 27,4 millions $ US des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang en février 2026, ainsi qu'aux remboursements trimestriels sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, y compris un remboursement additionnel de 10 millions $ US en septembre 2025. Le remboursement de l'exercice précédent était principalement lié au remboursement des billets garantis de premier rang, série A, d'un montant de 25 millions $ US à l'échéance en septembre 2024 et aux remboursements trimestriels sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang.
Remboursement des obligations locatives	**(3 758)**	(3 181)	**(7 332)**	(5 787)	Résultat comparable.
	(10 492)	(8 108)	**12 694**	(41 621)	

Dividendes

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2026, un dividende déterminé trimestriel de 0,987 $ par action a été versé aux porteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 41,2 millions $, comparativement à un dividende déterminé trimestriel de 0,922 $ par action, ou 38,7 millions $, versé au deuxième trimestre de l'exercice 2025. Le versement de dividendes au premier semestre de l'exercice 2026 a totalisé 1,974 $ par action, ou 82,6 millions $, comparativement à 1,844 $ par action, ou 77,4 millions $, à l'exercice précédent.

7.4 Flux de trésorerie disponibles

Trimestres clos les 28 février	**2026[1]**	2025	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
BAIIA ajusté	**337 745**	356 499	(5,3)	(3,6)	5 764
Paiement fondé sur des actions	**2 814**	(165)	—		
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	**1 412**	931	51,7		
Profit sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	**(409)**	(1 178)	(65,3)		
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	**(25)**	72	—		
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais	**(6 335)**	(8 035)	(21,2)		
Charges financières	**(60 246)**	(63 003)	(4,4)		
Profit lié au rachat d'une dette[3]	**(1 454)**	—	—		
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme[3]	**2 646**	2 228	18,8		
Impôts exigibles	**4 433**	(9 670)	—		
Dépenses d'investissement nettes	**(121 778)**	(157 895)	(22,9)		
Remboursement des obligations locatives	**(3 758)**	(3 181)	18,1		
Flux de trésorerie disponibles	**155 045**	116 603	33,0	33,6	777
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau	**169 073**	132 176	27,9	28,7	994

(1) Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3753 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du deuxième trimestre de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour la période correspondante de l'exercice 2025, qui était de 1,4298 $ CA pour 1 $ US.

(3) Inclus dans les charges financières.

Semestres clos les 28 février	2026[1]	2025	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
BAIIA ajusté	**691 568**	721 714	(4,2)	(3,7)	3 582
Paiement fondé sur des actions	**4 310**	2 058	—		
Produit de cessions d'immobilisations corporelles, incluant les transactions de cession-bail	**2 624**	20 544	(87,2)		
Perte (profit) sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles, incluant les transactions de cession-bail[3]	**317**	(17 626)	—		
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	**91**	273	(66,7)		
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres (frais) profits[3]	**(7 633)**	1 923	—		
Charges financières	**(121 889)**	(128 492)	(5,1)		
Profit lié au rachat d'une dette[4]	**(1 454)**	—	—		
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme[4]	**5 266**	3 692	42,6		
Impôts exigibles	**(6 545)**	(24 298)	(73,1)		
Dépenses d'investissement nettes	**(278 741)**	(308 540)	(9,7)		
Remboursement des obligations locatives	**(7 332)**	(5 787)	26,7		
Flux de trésorerie disponibles	**280 582**	265 461	5,7	5,8	394
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau	**313 364**	302 833	3,5	3,7	537

(1) Pour le premier semestre de l'exercice 2026, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,3856 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données du premier semestre de l'exercice 2026 selon un taux de change constant sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour la période correspondante de l'exercice 2025, qui était de 1,4028 $ CA pour 1 $ US.

(3) Les données du premier trimestre de l'exercice 2025 comprenaient un profit sans effet sur la trésorerie de 13,8 millions $ comptabilisé dans le cadre de la vente d'un immeuble que la Société a repris à bail pour une période de deux ans avec option de renouvellement pour une année supplémentaire. Sur une base nette, le profit sans effet sur la trésorerie de 13,8 millions $ n'a pas eu d'incidence sur les flux de trésorerie disponibles.

(4) Inclus dans les charges financières.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2026, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 33,0 % (33,6 % selon un taux de change constant). Cette variation selon un taux de change constant est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- la diminution des dépenses d'investissement nettes; et
- la baisse des impôts exigibles, principalement en raison d'un ajustement rétroactif de 14,8 millions $ comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2026 à la suite de la réintroduction des mesures d'amortissement fiscal accéléré au Canada; facteurs partiellement contrebalancés par
- la diminution du BAIIA ajusté.

Pour le premier semestre de l'exercice 2026, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 5,7 % (5,8 % selon un taux de change constant). Cette variation selon un taux de change constant est essentiellement attribuable aux facteurs suivants :

- la diminution des dépenses d'investissement nettes;
- la baisse des impôts exigibles, principalement en raison d'un ajustement rétroactif de 14,8 millions $ comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2026 à la suite de la réintroduction des mesures d'amortissement fiscal accéléré au Canada; et
- la diminution des charges financières; facteurs contrebalancés en partie par
- la diminution du BAIIA ajusté; et
- la diminution du produit net de cessions d'immobilisations corporelles découlant principalement du produit net de 16,5 millions $ reçu dans le cadre d'une transaction de cession-bail au cours du premier trimestre de l'exercice 2025.

En excluant les projets d'expansion du réseau, les flux de trésorerie disponibles pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2026 se sont chiffrés à 169,1 millions $ et à 313,4 millions $ (170,1 millions $ et 313,9 millions $ selon un taux de change constant), respectivement, soit une hausse de 27,9 % et de 3,5 % (28,7 % et 3,7 % selon un taux de change constant), respectivement, comparativement à 132,2 millions $ et à 302,8 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

7.5 Déclaration de dividendes

Au cours de sa réunion du 9 avril 2026, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,987 $ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 7 mai 2026 aux actionnaires inscrits en date du 23 avril 2026. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

8. Situation financière

8.1 Fonds de roulement

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications maintient généralement un fonds de roulement déficitaire, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de l'endettement bancaire, en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus.

(en milliers de dollars canadiens)	**28 février 2026** **$**	31 août 2025 $	Variation $	Explications
Actifs courants				
Trésorerie	**54 501**	75 152	(20 651)	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Créances clients et autres débiteurs	**160 824**	131 876	28 948	Principalement liée au calendrier de recouvrement des créances clients et autres débiteurs, incluant les subventions à recevoir relativement aux projets d'expansion du réseau.
Impôts sur le résultat à recevoir	**19 463**	3 483	15 980	Principalement liée aux impôts sur le résultat à recevoir à la suite de la réintroduction des mesures d'amortissement fiscal accéléré au Canada, les dispositions législatives connexes ayant été quasi adoptées le 26 février 2026.
Charges payées d'avance et autres	**75 927**	46 952	28 975	Principalement liée à la hausse des montants payés d'avance dans le cadre de conventions de services.
Instruments financiers dérivés	**4 602**	2 947	1 655	Non significative.
	315 317	260 410	54 907	
Passifs courants				
Endettement bancaire	**4 303**	1 379	2 924	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**297 562**	380 616	(83 054)	Principalement liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Provisions	**31 019**	40 915	(9 896)	Principalement liée au paiement de frais de restructuration et au versement de redevances à payer pour la retransmission de signaux de télévision éloignés comptabilisés antérieurement, contrebalancés en partie par des provisions additionnelles au titre de la restructuration et d'autres provisions comptabilisées à l'exercice 2026.
Passifs d'impôts sur le résultat	**3 303**	30 089	(26 786)	Principalement liée au paiement final des soldes d'impôt pour l'exercice 2025.
Passifs sur contrat et autres passifs	**53 517**	58 627	(5 110)	Non significative.
Instruments financiers dérivés	**3 257**	1 961	1 296	Non significative.
Tranche courante de la dette à long terme	**271 769**	43 632	228 137	Principalement liée au reclassement dans la tranche courante des billets garantis de premier rang, série B, d'un montant de 150 millions $ US échéant en septembre 2026 et au solde à payer relativement à une acquisition antérieure.
	664 730	557 219	107 511	
Fonds de roulement déficitaire	**(349 413)**	(296 809)	(52 604)	

8.2 Autres variations importantes

(en milliers de dollars canadiens)	**28 février 2026** **$**	31 août 2025 $	Variation $	Explications
Actifs non courants				
Autres actifs	**177 016**	153 451	23 565	Principalement liée à une augmentation des commissions de vente.
Immobilisations corporelles	**3 244 150**	3 282 411	(38 261)	Principalement liée à la dotation à l'amortissement pour la période et à la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, facteurs contrebalancés en partie par les dépenses d'investissement effectuées au cours de la période.
Immobilisations incorporelles	**3 774 706**	3 808 837	(34 131)	Principalement liée à l'amortissement pour la période et à la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Goodwill	**2 152 676**	2 166 652	(13 976)	Liée à la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Instruments financiers dérivés	**7 023**	17 635	(10 612)	Principalement liée au reclassement dans les actifs courants de la tranche de swap de taux d'intérêt échéant en octobre 2026 et aux variations des taux d'intérêt du marché.
Passifs non courants				
Dette à long terme	**4 283 813**	4 510 769	(226 956)	Principalement liée au reclassement dans les passifs courants des billets garantis de premier rang, série B, d'un montant de 150 millions $ US échéant en septembre 2026 et du solde à payer relativement à une acquisition antérieure, ainsi qu'au rachat d'une portion d'un montant de 27,4 millions $ US des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang en février 2026, aux remboursements trimestriels sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, y compris un remboursement additionnel de 10 millions $ US en septembre 2025, et à la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, partiellement contrebalancés par les fonds prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif.
Passifs d'impôts différés	**935 001**	901 453	33 548	Principalement liée au calendrier des différences temporaires, en partie attribuable à la réintroduction des mesures d'amortissement fiscal accéléré au Canada.

9. Ressources en capital et liquidités

9.1 Structure du capital

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société.

	28 février 2026	31 août 2025
Coût moyen pondéré de l'endettement[1]	**5,4 %**	5,3 %
Durée moyenne pondérée : dette à long terme (en années)	**4,1**	4,5
Ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté[2][3]	**3,2**	3,1

(1) Exclut l'amortissement des coûts de transaction différés et les commissions d'engagement, mais inclut l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

(2) Le ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté est une mesure de gestion du capital. Ce terme désigné n'a pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, il peut ne pas être comparable avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

(3) Calculé sur les douze derniers mois. L'endettement net reflète la dette libellée en dollars américains convertie selon le taux de change en vigueur à la fin de la période, et le BAIIA ajusté reflète le taux de change moyen pour la période de douze mois correspondante.

Le tableau suivant résume les liquidités disponibles de la Société.

(en milliers de dollars canadiens)	**Au 28 février 2026** **$**	Au 31 août 2025 $
Trésorerie	**54 501**	75 152
Montants disponibles en vertu des facilités de crédit rotatif[1]	**793 575**	869 002
Liquidités disponibles[2]	**848 076**	944 154

(1) Montant total disponible de 750 millions $ en vertu de la facilité de crédit à terme rotatif et de 250 millions $ US en vertu de la facilité de crédit rotatif garantie de premier rang (se reporter à la note 15 A) des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société).

(2) Les liquidités disponibles sont une mesure non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Ce terme désigné n'a pas de définition normalisée selon les Normes IFRS de comptabilité; par conséquent, il peut ne pas être comparable avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour de plus amples renseignements sur cette mesure financière, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

9.2 Données liées aux actions en circulation

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco Communications au 31 mars 2026. Se reporter à la note 12 A) des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions/d'options)	Nombre d'actions/d'options	Montant $
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	**12 000 871**	**75 217**
Actions subalternes à droit de vote	**30 296 728**	**784 842**
Options d'achat d'actions subalternes à droit de vote		
Options en circulation	**1 100 325**	
Options pouvant être exercées	**608 662**	

9.3 Financement

Facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang

En février 2026, Cogeco Communications a racheté une portion d'un montant de 27,4 millions $ US des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang existante. De plus, le 23 février 2026, Cogeco Communications a conclu un accord exécutoire visant le rachat d'un montant additionnel de 5,0 millions $ US sur sa facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, lequel a par la suite été réglé le 10 mars 2026.

Facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang

Au cours du premier semestre de l'exercice 2026, Cogeco Communications a prélevé un montant de 10,1 millions $ sur la facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang, dont une tranche de 4,6 millions $ a été comptabilisée à titre de subvention gouvernementale. La facilité de crédit, d'un montant en capital total d'un maximum de 38,1 millions $, ne peut être utilisée que pour financer les projets d'expansion du réseau entrepris dans le cadre du Programme accéléré d'Internet haute vitesse de l'Ontario. Le 28 février 2026, le solde disponible de la facilité se chiffrait à 23,2 millions $.

9.4 Notations

Au 28 février 2026	S&P	DBRS	Moody's
Cogeco Communications			
Billets garantis de premier rang	**BBB-**	**BBB (faible)(stable)**	**SN**
Billets non garantis de premier rang	**BB+**	**BB (élevée)(stable)**	**SN**
Notation à titre de société émettrice	**BB+ (perspective stable)**	**BB (élevée)(stable)**	**SN**
Filiales américaines			
Facilités de crédit de premier rang	**BB**	**SN**	**B1 (perspective stable)**
Notation à titre de société émettrice	**BB (perspective stable)**	**SN**	**B1 (perspective stable)**

SN : sans notation

9.5 Gestion des risques financiers

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché, qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de 2025 de la Société.

Risque de crédit

La notation la plus faible des contreparties aux conventions liées aux instruments financiers dérivés au 28 février 2026 est de « A » selon les services de notation de Standard & Poor's (« S&P »). La direction surveille son exposition aux institutions financières, principalement sous la forme de dépôts, de dérivés et d'engagements liés à des facilités de crédit rotatif.

Risque de liquidité

Le tableau suivant présente le montant utilisé et le solde disponible aux termes des facilités de crédit rotatif de la Société et de ses filiales américaines au 28 février 2026.

	Montant total	Montant utilisé	Solde disponible
Société			
Facilité de crédit à terme rotatif	750,0 millions $	294,5 millions $	455,5 millions $
Filiales américaines			
Facilité de crédit rotatif garantie de premier rang	341,1 millions $	2,9 millions $	338,1 millions $
	(250,0 millions $ US)	(2,2 millions $ US)	(247,8 millions $ US)

Risque de taux d'intérêt

Le 28 février 2026, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif et des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 28 février 2026.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé[1]	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	550 millions $ US	Taux SOFR à terme	3,82 % – 4,18 %	Février 2027 à février 2029	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 3
Flux de trésorerie[2]	600 millions $ US	Taux SOFR à terme assorti d'un taux plancher de 39 points de base	1,32 % – 3,25 %	Octobre 2026 à août 2028	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 2

(1) Les couvertures ont pour effet de convertir le taux de base variable SOFR en des taux fixes, plus l'écart de crédit applicable.

(2) En octobre 2025, des swaps de taux d'intérêt d'un montant de 400 millions $ US sont arrivés à échéance et ont été remplacés en partie par de nouveaux swaps de taux d'intérêt d'un montant de 200 millions $ US, ce qui porte le montant des swaps en vigueur à 600 millions $ US. Les nouveaux swaps de taux d'intérêt sont assortis d'un taux d'intérêt fixe de 3,25 % et arrivent à échéance le 31 août 2028.

Une augmentation (diminution) de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte des facilités à taux d'intérêt variable entraînerait une hausse (baisse) d'approximativement 13,3 millions $ des charges financières annuelles de la Société en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 28 février 2026.

9.6 Monnaies étrangères

Les taux moyens en vigueur au cours des trimestres et des semestres clos les 28 février 2026 et 2025 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des télécommunications aux États-Unis s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$
Dollar américain par rapport au dollar canadien	**1,3753**	1,4298	**1,3856**	1,4028

9.7 Obligations contractuelles, éventualités et garanties

Un résumé des obligations contractuelles, éventualités et garanties significatives de la Société figure dans le rapport de gestion annuel de l'exercice 2025, disponible sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, et à l'adresse corpo.cogeco.com. Le paragraphe qui suit constitue une mise à jour au sujet des obligations contractuelles, éventualités et garanties décrites dans le rapport de gestion annuel de l'exercice 2025.

Procédures relatives à un recours collectif

Le 20 septembre 2024, une demande d'autorisation d'exercer un recours collectif contre Cogeco Connexion a été déposée devant la Cour supérieure du Québec. La demande allègue que Cogeco Connexion a enfreint la *Loi sur la protection du consommateur* du Québec en omettant d'aviser adéquatement les clients résidentiels du Québec des hausses tarifaires depuis le 20 septembre 2021, et vise à obtenir le remboursement des hausses tarifaires ainsi que des dommages punitifs. Le 5 décembre 2025, la Cour supérieure du Québec a autorisé le recours collectif. Nous contestons vigoureusement cette poursuite. En raison de la grande incertitude entourant l'issue et ses répercussions financières, la Société n'avait comptabilisé aucun passif au 28 février 2026.

10. Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les Normes IFRS de comptabilité. Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (« CPCI ») et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco Communications est fondé sur les critères indiqués dans le rapport intitulé *Internal Control – Integrated Framework* (2013) du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 28 février 2026 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats.

Changements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre et du semestre clos le 28 février 2026.

11. Incertitudes et principaux facteurs de risque

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco Communications figure dans le rapport de gestion annuel de l'exercice 2025, disponible sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, et à l'adresse corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport de gestion annuel de l'exercice 2025, qui sont intégrés par renvoi dans les présentes.

Questions réglementaires

Canada

Interdiction de certains frais par le CRTC

Le 12 mars 2026, le CRTC a publié la Politique réglementaire de télécom CRTC 2026-43, Interdiction des frais qui constituent un obstacle au changement de forfaits de services de téléphonie mobile et de services Internet. Cette décision met en œuvre les modifications de 2024 à la *Loi sur les télécommunications* en interdisant certains frais liés à l'activation, au changement de fournisseur de services ou à la modification des accords de service. Plus précisément, le CRTC a déterminé qu'il était interdit d'imposer des frais pour la mise en service ou la modification d'un forfait de services de télécommunications, sauf des frais raisonnables liés à une installation physique pour un service de télécommunication chez le client ou des frais liés à des services optionnels ajoutés à la demande du client. La décision interdit en outre aux fournisseurs de services sans fil de facturer des frais de résiliation anticipée si aucun appareil subventionné n'est fourni dans le cadre du contrat. Ces changements entrent en vigueur le 12 juin 2026 et se reflètent dans les modifications du Code sur les services Internet et du Code sur les services sans fil. L'incidence de cette décision sur nos activités ne devrait pas être significative.

Projet de loi C-22, Loi concernant l'accès légal

Le 12 mars 2026, le gouvernement fédéral a déposé le projet de loi C-22, *Loi concernant l'accès légal*, qui revoit les dispositions sur l'accès légal du projet de loi C-2, *Loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière*, déposé en juin 2025. Le projet de loi C-22 élargit la portée des dispositions du Code criminel relatives à l'accès légal afin de donner aux organismes d'application de la loi le pouvoir d'obtenir, sans mandat, des renseignements préliminaires auprès des fournisseurs de services Internet. Bien que le projet de loi C-22 limite les nouveaux pouvoirs d'application de la loi proposés dans le projet de loi C-2 aux fournisseurs de services de télécommunications et les ordres de confirmer la fourniture de services, il impose néanmoins des délais de réponse serrés et des obligations générales de prêter assistance au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, ce qui pourrait nécessiter un équipement de surveillance coûteux. Le projet de loi C-22 introduit également un nouveau pouvoir permettant d'adopter des règlements sur la conservation des métadonnées, qui pourraient obliger les fournisseurs de services de télécommunications à conserver les métadonnées pendant une période d'au plus un an. L'adoption du projet de loi C-22 dans sa forme actuelle pourrait augmenter nos coûts et avoir une incidence défavorable sur nos activités.

Exigences relatives aux pannes de réseau

Le 4 septembre 2025, le CRTC a publié la décision de télécom CRTC 2025-225 (« DT 2025-225 »), qui établit un régime rendant obligatoire la production de rapports sur les pannes de réseau majeures qui s'applique à tous les fournisseurs de services de télécommunications canadiens. Ce nouveau régime, en vigueur le 4 novembre 2025, remplace les exigences provisoires adoptées en mars 2023 par des seuils moins élevés dans le but de couvrir un plus grand nombre de pannes de réseau. En octobre 2025, la Société, de concert avec d'autres fournisseurs de services de télécommunications, a soumis au CRTC une demande de révision et de modification de la DT 2025-225. Entre autres choses, cette demande invitait le CRTC à proroger la date limite de mise en œuvre prévue en novembre 2025, à adopter un seuil plus élevé pour les déclarations de pannes de service et à permettre que toutes les pannes puissent être déclarées de manière confidentielle. Le 31 octobre 2025, le CRTC a suspendu la date limite de mise en œuvre du 4 novembre 2025 afin d'examiner notre demande visant à rehausser le seuil pour les déclarations. De plus, le CRTC a lancé simultanément deux nouvelles consultations : l'une axée sur les mesures de protection des consommateurs à l'intention des clients touchés par les pannes et l'autre sur un nouveau cadre réglementaire visant à améliorer la résilience du réseau au Canada. L'imposition par le CRTC, à l'issue de ces procédures, de lourdes exigences additionnelles en matière de protection des consommateurs ou de mesures de résilience des réseaux ayant une incidence sur notre matière de concevoir et de gérer nos réseaux pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la croissance, les activités et la rentabilité de la Société.

États-Unis

Projet d'ordonnance de la FCC sur le rapatriement des centres d'appels

Le 26 mars 2026, la Federal Communications Commission (« FCC ») a adopté un avis d'ébauche de règle proposant un nouveau cadre réglementaire pour les centres d'appels étrangers utilisés par les fournisseurs de services réglementés par la FCC. L'avis propose diverses exigences, notamment : l'établissement de normes de compétence en anglais pour les représentants des services à la clientèle situés à l'extérieur des États-Unis; l'imposition d'un pourcentage d'appels maximal que les fournisseurs de services peuvent effectuer ou recevoir à partir de centres d'appels à l'étranger; l'obligation pour les fournisseurs de services d'informer les clients si les appels sont traités à l'extérieur des États-Unis; l'instauration d'un droit pour les consommateurs de faire transférer les appels d'un centre d'appels à l'étranger à un centre d'appels aux États-Unis; et l'interdiction d'utiliser un centre d'appels à l'étranger pour le traitement de certaines opérations, comme des échanges nécessitant la consultation ou la transmission de renseignements confidentiels sur les clients. L'adoption de nouvelles règles limitant notre capacité à maintenir des fonctions de service à la clientèle à l'étranger pourrait faire augmenter nos coûts et avoir une incidence défavorable sur nos activités.

Règle « Cliquez pour annuler » de la FTC

Le 11 mars 2026, la Federal Trade Commission (« FTC ») a publié un avis préalable d'ébauche de règle afin de recueillir des commentaires sur le renforcement de la réglementation existante en matière de commercialisation par abonnement par défaut. Le projet prévoit l'adoption d'une règle « Cliquez pour annuler » qui obligerait les vendeurs offrant des biens et des services assortis d'un abonnement par défaut, notamment les fournisseurs de services Internet, sans fil et vidéo, à rendre le désabonnement aussi simple que l'abonnement. La FTC envisage de restaurer les règles précédentes, adoptées en 2024 avant d'être invalidées par la Cour d'appel pour le huitième circuit en juillet 2025. Pour justifier sa décision, la cour a déclaré que la FTC n'avait pas effectué l'analyse préliminaire requise des coûts et des avantages de ces règles. L'application de ces règles pourrait rendre plus facile et plus rapide pour les consommateurs de résilier leurs services d'abonnement.

Interdiction par la FCC des routeurs fabriqués à l'étranger

Le 23 mars 2026, la FCC a ajouté tous les routeurs de fabrication étrangère destinés au public à sa liste des risques inacceptables pour la sécurité nationale. Cette mesure, fondée sur une résolution officielle sur la sécurité nationale, reflète les préoccupations à l'égard de l'exploitation des vulnérabilités des routeurs déployés à grande échelle pour des attaques concertées ciblant les infrastructures et les consommateurs américains. Les articles figurant sur la liste ne peuvent être autorisés par la FCC, de sorte que les nouveaux routeurs produits à l'étranger ne peuvent être commercialisés ou vendus aux États-Unis sans une exemption conditionnelle du Département de la Défense ou du Département de la Sécurité intérieure. Les modèles autorisés à l'heure actuelle sont exemptés, mais des restrictions sur les mises à jour des logiciels et micrologiciels pourraient entrer en vigueur le 1er mars 2027. Cette nouvelle interdiction pourrait accroître le coût ou réduire la disponibilité de l'équipement chez l'abonné, en fonction de la manière dont seront mis en œuvre le règlement et les exemptions.

12. Développements en matière de méthodes comptables

Futures modifications de normes comptables

La nouvelle norme comptable et les modifications suivantes apportées aux normes de comptabilité ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et n'ont pas encore été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers – modifications d'IFRS 9 *Instruments financiers* et d'IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*	En mai 2024, l'IASB a publié le document Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers, qui a modifié IFRS 9 et IFRS 7 afin d'apporter des précisions sur les circonstances dans lesquelles un actif financier ou un passif financier est comptabilisé et décomptabilisé et afin d'introduire un choix de méthode comptable pour la décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique avant la date de règlement. Les modifications clarifient également le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques liées aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »), des prêts sans recours et des instruments liés par contrat, en plus d'introduire des obligations d'information relativement aux instruments financiers assortis de clauses conditionnelles et aux instruments de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés, mais estime que celle-ci ne devrait pas être significative.

IFRS 18 *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*, qui remplace IAS 1 *Présentation des états financiers*. IFRS 18 introduit trois nouveaux types de prescriptions visant à améliorer la présentation des informations fournies par les entreprises en matière de performance financière afin que les investisseurs disposent d'une meilleure base d'analyse et de comparaison des entreprises :

- amélioration de la comparabilité de l'état du résultat net en introduisant trois catégories distinctes de produits et de charges (exploitation, investissement et financement) et en imposant à toutes les entreprises de présenter deux nouveaux sous-totaux, soit le résultat d'exploitation et le résultat net avant financement et impôts sur le résultat;
- amélioration de la transparence des indicateurs de performance définis par la direction en exigeant des entreprises de fournir des explications sur ces indicateurs qui leur sont propres et qui sont liés à l'état du résultat net; et
- indications plus pertinentes sur la manière dont les entreprises regroupent les informations dans les états financiers et sur la question de savoir si les informations sont à fournir dans les états financiers de base ou si elles doivent être ventilées dans les notes annexes.

L'IASB a également apporté des modifications corrélatives à d'autres normes de comptabilité, notamment IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie*, IAS 33 *Résultat par action* et IAS 34 *Information financière intermédiaire*.

IFRS 18 entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces normes de comptabilité nouvelles et modifiées sur la présentation de ses états financiers consolidés et sur les informations à fournir. À la suite d'une évaluation de haut niveau, la Société s'attend actuellement à ce que les incidences les plus importantes sur la présentation de ses états financiers consolidés et sur les informations à fournir soient les suivantes :

- **États consolidés du résultat net :** Même s'il n'y aura aucune incidence sur le résultat net présenté par la Société pour la période ou pour l'exercice, la présentation des états consolidés du résultat net de la Société sera modifiée, notamment par la présentation des deux sous-totaux nouvellement définis et par le classement des produits et des charges dans les catégories définies par IFRS 18. Certains postes pourraient également être modifiés en raison de l'application de la nouvelle notion de « résumé structuré et utile » et des principes de regroupement et de ventilation améliorés.
- **Tableaux consolidés des flux de trésorerie :** Le sous-total du résultat d'exploitation sera le nouveau point de départ et remplacera à ce titre le résultat net pour la période ou l'exercice, tandis que les intérêts payés seront présentés sous les flux de trésorerie liés aux activités de financement au lieu des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.
- **Notes annexes :** Certaines mesures financières et informations connexes, qui sont actuellement présentées à titre de « mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières » dans le rapport de gestion de la Société, devraient être considérées comme des « mesures de la performance définies par la direction » en vertu d'IFRS 18 (p. ex., le BAIIA ajusté et le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société). Par conséquent, les informations à fournir relativement à ces mesures de la performance définies par la direction devront être présentées dans une seule note des états financiers consolidés.

13. Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières

Cette rubrique décrit les mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et les autres mesures financières qu'utilise Cogeco Communications tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de Cogeco Communications et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de ses unités d'affaires.

Les mesures financières présentées sur la base d'un taux de change constant pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2026 sont converties selon le taux de change moyen des périodes correspondantes de l'exercice précédent, soit de 1,4298 $ CA pour 1 $ US et de 1,4028 $ CA pour 1 $ US, respectivement.

Mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité

Les mesures financières qui suivent, et qui sont utilisées par la Société, n'ont pas de définition normalisée prescrite par les Normes IFRS de comptabilité et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés.

Un rapprochement entre ces mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et les mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité, ou des renvois aux rubriques précises du rapport de gestion, selon le cas, où figure ce rapprochement, sont présentés ci-dessous.

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul	Mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société	Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société est une mesure utilisée par la direction pour évaluer la performance de la Société, excluant l'incidence de la dépréciation des actifs, des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits), ainsi que la perte (le profit) lié à la modification et/ou l'extinction d'une dette, y compris la perte (le profit) lié au rachat d'une dette, déduction faite, pour ces éléments, des impôts et de la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société exclut certains éléments qui, de l'avis de la direction, pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société et pourraient éventuellement donner une fausse représentation de l'analyse des tendances en matière de performance de l'entreprise. Le fait d'exclure l'incidence de ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.	Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société Ajouter : – dépréciation des actifs, le cas échéant; – frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits); – la perte (le profit) lié à la modification et/ou l'extinction d'une dette, y compris la perte (le profit) lié au rachat d'une dette, le cas échéant; – incidence fiscale relative aux éléments susmentionnés; et – participation ne donnant pas le contrôle relative aux éléments susmentionnés.	Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société
Charges financières ajustées	Les charges financières ajustées sont une mesure utilisée par la direction pour évaluer la capacité de la Société à rembourser sa dette.	Charges financières Déduire : – la perte (le profit) lié à la modification et/ou l'extinction d'une dette, y compris la perte (le profit) lié au rachat d'une dette, le cas échéant.	Charges financières
Données présentées sur la base d'un taux de change constant et incidence du taux de change	La Société présente certaines mesures financières selon un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de sa performance financière sous-jacente, non faussée par l'incidence des variations des taux de change, dans le but de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre. Les mesures financières présentées sur la base d'un taux de change constant comprennent certaines mesures financières historiques, notamment les produits, les charges d'exploitation, le BAIIA ajusté, les dépenses d'investissement nettes et les flux de trésorerie disponibles.	Les mesures financières historiques présentées sur la base d'un taux de change constant sont obtenues en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change des périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'incidence du taux de change représente la quantification de cette incidence.	Produits, charges d'exploitation, BAIIA ajusté et dépenses d'investissement nettes. En ce qui a trait aux flux de trésorerie disponibles, se reporter à la définition ci-dessous pour connaître la mesure financière la plus comparable conforme aux Normes IFRS de comptabilité.
Produits internes selon un taux de change constant et BAIIA ajusté selon un taux de change constant	La direction utilise les produits internes selon un taux de change constant et le BAIIA ajusté selon un taux de change constant pour analyser la croissance des produits et du BAIIA ajusté de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change et l'incidence des acquisitions, dans le but de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre. La direction est d'avis que ces mesures sont utilisées par certains investisseurs et analystes pour évaluer la performance de la Société.	Produits selon un taux de change constant (selon le calcul présenté ci-dessus) Déduire : – incidence des acquisitions. BAIIA ajusté selon un taux de change constant (selon le calcul présenté ci-dessus) Déduire : – incidence des acquisitions.	Produits et BAIIA ajusté

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul	Mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité
Flux de trésorerie disponibles et flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau	Les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sont utilisés par la direction pour mesurer la capacité de la Société à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance. La direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent ces mesures pour évaluer les activités de la Société et ses actifs sous-jacents, ainsi que pour évaluer la santé et la performance financières de la Société. Les flux de trésorerie disponibles excluent certains éléments qui, de l'avis de la direction, pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société et pourraient éventuellement donner une fausse représentation de l'analyse des tendances en matière de performance de l'entreprise. Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2024, la Société a mis à jour son calcul des flux de trésorerie disponibles et des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, pour inclure le produit de cessions d'immobilisations corporelles, qui comprend le produit de transactions de cession-bail, afin de mieux harmoniser les sources et affectations des flux de trésorerie relativement aux dépenses d'investissement. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.	Flux de trésorerie disponibles : – BAIIA ajusté Ajouter : – amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme; – la perte (le profit) lié à la modification et/ou l'extinction d'une dette, y compris la perte (le profit) lié au rachat d'une dette; – paiement fondé sur des actions; – produit de cessions d'immobilisations corporelles, incluant les transactions de cession-bail; – perte (profit) sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles, y compris les transactions de cession-bail; et – charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations. Déduire : – frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits); – charges financières; – impôts exigibles; – dépenses d'investissement nettes; et – remboursement des obligations locatives.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
	La Société présente également les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, car ils permettent d'établir une base commune pour comparer l'incidence des dépenses d'investissement nettes avec l'incidence des dépenses d'investissement nettes historiques avant l'accélération des projets d'expansion du réseau. De plus, la direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent cette information pour les aider à évaluer l'incidence des projets d'expansion du réseau sur les flux de trésorerie disponibles de la Société. Le fait d'exclure l'incidence des dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau ne veut pas dire qu'elle est non récurrente.	Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau : – flux de trésorerie disponibles Ajouter : – dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau.	

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul	Mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau	Les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, sont une mesure utilisée par la direction afin d'évaluer les dépenses d'investissement totales de la Société, sans tenir compte des investissements inscrits à l'actif dans des projets d'expansion du réseau, car elle permet d'établir une base commune pour comparer les dépenses d'investissement nettes avec les dépenses d'investissement nettes historiques avant l'accélération des projets d'expansion du réseau. De plus, la direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent cette information pour les aider à évaluer l'incidence des projets d'expansion du réseau sur les dépenses d'investissement nettes. Cette mesure sert également au calcul de l'intensité du capital et des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau. Le fait d'exclure l'incidence des dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau ne veut pas dire qu'elle est non récurrente.	Dépenses d'investissement nettes Déduire : – dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau.	Acquisitions d'immobilisations corporelles
Liquidités disponibles	La direction utilise les liquidités disponibles pour évaluer la capacité de Cogeco Communications à respecter ses obligations financières et à s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour répondre à ses besoins de capitaux, y compris pour assurer le développement de l'entreprise au moyen d'acquisitions et d'autres occasions de croissance. Les liquidités disponibles sont présentées sur une base consolidée, y compris les liquidités liées à des structures d'emprunt distinctes pour les secteurs des télécommunications au Canada et aux États-Unis. La direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent cette mesure pour évaluer la santé financière de Cogeco Communications.	Trésorerie et équivalents de trésorerie Déduire : – trésorerie avec restrictions d'utilisation, le cas échéant; Ajouter : – montants disponibles en vertu des facilités de crédit rotatif.	Trésorerie et équivalents de trésorerie

Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**80 006**	74 674	**168 682**	175 262
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits)	**6 335**	8 035	**7 633**	(1 923)
Profit lié au rachat d'une dette[1]	**(1 454)**	—	**(1 454)**	—
Incidence fiscale relative aux éléments susmentionnés	**(1 268)**	(1 861)	**(1 605)**	(1 580)
Incidence de la participation ne donnant pas le contrôle relative aux éléments susmentionnés	**(402)**	(155)	**(515)**	(392)
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société	**83 217**	80 693	**172 741**	171 367

(1) Inclus dans les charges financières.

Charges financières ajustées

Pour consulter le rapprochement des charges financières ajustées et des mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter à la sous-rubrique 4.4 « Charges financières ».

Rapprochement des données présentées sur la base d'un taux de change constant et de l'incidence du taux de change

Données consolidées

Pour consulter le rapprochement des produits, des charges d'exploitation, du BAIIA ajusté et des dépenses d'investissement nettes consolidés selon un taux de change constant et des mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter à la sous-rubrique 4.1 « Performance consolidée ».

Le rapprochement des flux de trésorerie disponibles selon un taux de change constant est présenté ci-dessous. Pour consulter le rapprochement de cette mesure financière déterminée et de la mesure la plus directement comparable conforme aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter au tableau de rapprochement précis figurant dans la sous-rubrique ci-après.

Trimestres clos les 28 février			**2026**	2025	**Variation**	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Flux de trésorerie disponibles	**155 045**	777	**155 822**	116 603	**33,0**	**33,6**

Semestres clos les 28 février			**2026**	2025	**Variation**	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Flux de trésorerie disponibles	**280 582**	394	**280 976**	265 461	**5,7**	**5,8**

Données sectorielles

Pour consulter le rapprochement des produits, des charges d'exploitation, du BAIIA ajusté et des dépenses d'investissement nettes sectoriels selon un taux de change constant et des mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter à la rubrique 5 « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

Activités du siège social et éliminations

Trimestres clos les 28 février			**2026**	2025	**Variation**	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant**	Données réelles [1]	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Charges d'exploitation	**8 183**	2	**8 185**	6 835	**19,7**	**19,8**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**6 014**	—	**6 014**	4 921	**22,2**	**22,2**
BAIIA ajusté	**(14 197)**	(2)	**(14 199)**	(11 756)	**(20,8)**	**(20,8)**

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le poste Activités du siège social et éliminations ne comprend plus les activités sans fil canadiennes, qui sont maintenant incluses dans le secteur des télécommunications au Canada à l'issue de la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Des charges d'exploitation de 1,9 million $ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2025 ont notamment été reclassées des activités du siège social et éliminations au secteur des télécommunications au Canada.

Semestres clos les 28 février	2026			2025	Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant**	Données réelles [1]	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Charges d'exploitation	**13 500**	2	**13 502**	12 070	**11,8**	**11,9**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**12 028**	—	**12 028**	9 843	**22,2**	**22,2**
BAIIA ajusté	**(25 528)**	(2)	**(25 530)**	(21 913)	**(16,5)**	**(16,5)**

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de l'exercice 2026, le poste Activités du siège social et éliminations ne comprend plus les activités sans fil canadiennes, qui sont maintenant incluses dans le secteur des télécommunications au Canada à l'issue de la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Des charges d'exploitation de 4,9 millions $ pour le premier semestre de l'exercice 2025 ont notamment été reclassées des activités du siège social et éliminations au secteur des télécommunications au Canada.

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**170 558**	253 212	**346 881**	472 077
Variations des autres activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	**72 378**	24 343	**164 820**	98 517
Impôts sur le résultat payés	**21 380**	7 443	**49 924**	14 082
Impôts exigibles	**4 433**	(9 670)	**(6 545)**	(24 298)
Intérêts payés	**69 474**	62 195	**127 028**	123 666
Charges financières	**(60 246)**	(63 003)	**(121 889)**	(128 492)
Profit lié au rachat d'une dette[1]	**(1 454)**	—	**(1 454)**	—
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme[1]	**2 646**	2 228	**5 266**	3 692
Dépenses d'investissement nettes[2]	**(121 778)**	(157 895)	**(278 741)**	(308 540)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles, incluant les transactions de cession-bail	**1 412**	931	**2 624**	20 544
Remboursement des obligations locatives	**(3 758)**	(3 181)	**(7 332)**	(5 787)
Flux de trésorerie disponibles	**155 045**	116 603	**280 582**	265 461
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**14 028**	15 573	**32 782**	37 372
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau	**169 073**	132 176	**313 364**	302 833

(1) Inclus dans les charges financières.

(2) Les dépenses d'investissement nettes excluent les acquisitions sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre, ainsi que les coûts d'emprunt connexes, et sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend l'utilisation des subventions reçues d'avance.

Rapprochement des liquidités disponibles

Pour consulter le rapprochement des liquidités disponibles et de la mesure la plus directement comparable conforme aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter à la sous-rubrique 9.1 « Structure du capital ».

Rapprochement des dépenses d'investissement nettes et des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau

Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau

Trimestres clos les 28 février			2026	2025		Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles** $	Incidence du taux de change $	**Selon un taux de change constant** $	Données réelles $	**Données réelles** %	**Selon un taux de change constant** %
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**123 626**			159 371	**(22,4)**	
Subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles au cours de la période	**(1 848)**			(1 476)	**25,2**	
Dépenses d'investissement nettes	**121 778**	3 112	**124 890**	157 895	**(22,9)**	**(20,9)**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**14 028**	217	**14 245**	15 573	**(9,9)**	**(8,5)**
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau	**107 750**	2 895	**110 645**	142 322	**(24,3)**	**(22,3)**

Semestres clos les 28 février			2026	2025		Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles** $	Incidence du taux de change $	**Selon un taux de change constant** $	Données réelles $	**Données réelles** %	**Selon un taux de change constant** %
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**280 777**			312 614	**(10,2)**	
Subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles au cours de la période	**(2 036)**			(4 074)	**(50,0)**	
Dépenses d'investissement nettes	**278 741**	2 006	**280 747**	308 540	**(9,7)**	**(9,0)**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**32 782**	143	**32 925**	37 372	**(12,3)**	**(11,9)**
Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau	**245 959**	1 863	**247 822**	271 168	**(9,3)**	**(8,6)**

Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau

Trimestres clos les 28 février			2026	2025		Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles** $	Incidence du taux de change $	**Selon un taux de change constant** $	Données réelles $	**Données réelles** %	**Selon un taux de change constant** %
Flux de trésorerie disponibles	**155 045**	777	**155 822**	116 603	**33,0**	**33,6**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**14 028**	217	**14 245**	15 573	**(9,9)**	**(8,5)**
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau	**169 073**	994	**170 067**	132 176	**27,9**	**28,7**

Semestres clos les 28 février	2026			2025	Variation	
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**Données réelles**	Incidence du taux de change	**Selon un taux de change constant**	Données réelles	**Données réelles**	**Selon un taux de change constant**
	$	$	**$**	$	**%**	**%**
Flux de trésorerie disponibles	**280 582**	394	**280 976**	265 461	**5,7**	**5,8**
Dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau	**32 782**	143	**32 925**	37 372	**(12,3)**	**(11,9)**
Flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau	**313 364**	537	**313 901**	302 833	**3,5**	**3,7**

Ratios non conformes aux Normes IFRS de comptabilité

Les mesures financières qui suivent, et qui sont utilisées par la Société, n'ont pas de définition normalisée prescrite par les Normes IFRS de comptabilité et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés.

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul
Bénéfice dilué par action ajusté	Le bénéfice dilué par action ajusté est une mesure utilisée par la direction pour évaluer la performance de la Société, excluant l'incidence de la dépréciation des actifs, des frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits), ainsi que la perte (le profit) lié à la modification et/ou l'extinction d'une dette, y compris la perte (le profit) lié au rachat d'une dette, déduction faite, pour les éléments susmentionnés, des impôts et de la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice dilué par action ajusté exclut certains éléments qui, de l'avis de la direction, pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société et pourraient éventuellement donner une fausse représentation de l'analyse des tendances en matière de performance de l'entreprise. Le fait d'exclure l'incidence de ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.	Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société, divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation. Le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société est une mesure financière non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Pour plus de détails sur cette mesure financière, se reporter à la sous-rubrique « Mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité ».
Variation selon un taux de change constant	La Société présente les variations de certaines mesures financières selon un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de sa performance financière sous-jacente, non faussée par l'incidence des variations des taux de change, dans le but de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre.	La variation selon un taux de change constant, exprimée en pourcentage de la variation entre les périodes présentées, est obtenue en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains au moyen des taux de change en vigueur pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les données présentées sur la base d'un taux de change constant constituent une mesure non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Pour plus de détails sur cette mesure financière, se reporter à la sous-rubrique « Mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité ».
Croissance des produits internes selon un taux de change constant et croissance du BAIIA ajusté interne selon un taux de change constant	La direction utilise la croissance des produits internes selon un taux de change constant et la croissance du BAIIA ajusté interne selon un taux de change constant pour analyser la croissance des produits et du BAIIA ajusté de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change et l'incidence des acquisitions, dans le but de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre. La direction est d'avis que ces mesures sont utilisées par certains investisseurs et analystes pour évaluer la performance de la Société.	Variation des produits et du BAIIA ajusté selon un taux de change constant (selon le calcul présenté ci-dessus), exprimée en pourcentage de la variation entre les périodes présentées, ajustée pour tenir compte de l'incidence des acquisitions. Les données présentées sur la base d'un taux de change constant constituent une mesure non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Pour plus de détails sur cette mesure financière, se reporter à la sous-rubrique « Mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité ».

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul
Intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau	L'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, est utilisée par la direction pour évaluer les dépenses d'investissement engagées par la Société et pour l'aider à prendre certaines décisions, sans tenir compte des investissements inscrits à l'actif dans des projets d'expansion du réseau, afin de maintenir un certain niveau de produits. La Société présente l'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau, car elle permet d'établir une base commune pour comparer l'incidence des dépenses d'investissement nettes avec l'incidence des dépenses d'investissement nettes historiques avant l'accélération des projets d'expansion du réseau. De plus, la direction est d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent cette information pour les aider à évaluer l'incidence des projets d'expansion du réseau sur le ratio d'intensité du capital de la Société. Le fait d'exclure l'incidence des dépenses d'investissement nettes liées aux projets d'expansion du réseau ne signifie pas que cette incidence est non récurrente.	Dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, divisées par les produits. Les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau, sont une mesure non conforme aux Normes IFRS de comptabilité. Pour plus de détails sur cette mesure financière, se reporter à la sous-rubrique « Mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité ».
Intensité du capital selon un taux de change constant et intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau selon un taux de change constant	La Société présente certaines mesures financières sur la base d'un taux de change constant, notamment l'intensité du capital selon un taux de change constant et l'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau selon un taux de change constant, dans le but de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre sans que celles-ci ne soient faussées par l'incidence des variations des taux de change.	L'intensité du capital selon un taux de change constant est calculée en divisant les dépenses d'investissement nettes selon un taux de change constant par les produits selon un taux de change constant. L'intensité du capital, excluant les projets d'expansion du réseau selon un taux de change constant, est calculée en divisant les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau selon un taux de change constant, par les produits selon un taux de change constant. Les données présentées sur la base d'un taux de change constant, y compris les dépenses d'investissement nettes selon un taux de change constant, les dépenses d'investissement nettes, excluant les projets d'expansion du réseau selon un taux de change et les produits selon un taux de change constant, sont des mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité. Pour plus de détails sur ces mesures financières, se reporter à la sous-rubrique « Mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité ».
Ratio des flux de trésorerie disponibles sur la distribution des dividendes et ratio des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sur la distribution des dividendes	La direction est d'avis que certains investisseurs utilisent le ratio des flux de trésorerie disponibles sur la distribution des dividendes et le ratio des flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sur la distribution des dividendes pour évaluer la santé et la performance financières de la Société en démontrant la viabilité des paiements de dividendes de la Société.	Dividendes déclarés sur les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote pour l'exercice, divisés par les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau. Les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles, excluant les projets d'expansion du réseau, sont des mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité. Pour plus de détails sur ces mesures financières, se reporter à la sous-rubrique « Mesures non conformes aux Normes IFRS de comptabilité ».

Mesures représentant un total des secteurs

Les mesures financières suivantes utilisées par Cogeco Communications sont des mesures représentant un total des secteurs, comme il est présenté à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Un rapprochement entre ces mesures financières déterminées et les mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité est présenté ci-dessous.

Mesures financières déterminées	Mesures les plus directement comparables conformes aux Normes IFRS de comptabilité
BAIIA ajusté	Bénéfice de la période
Dépenses d'investissement nettes	Acquisitions d'immobilisations corporelles

Rapprochement du BAIIA ajusté

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Bénéfice de la période	**83 585**	79 637	**176 680**	186 797
Impôts sur le résultat	**22 388**	22 904	**48 096**	49 529
Charges financières	**60 246**	63 003	**121 889**	128 492
Amortissements	**165 191**	182 920	**337 270**	358 819
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits)	**6 335**	8 035	**7 633**	(1 923)
BAIIA ajusté	**337 745**	356 499	**691 568**	721 714

Rapprochement des dépenses d'investissement nettes

Pour consulter le rapprochement des dépenses d'investissement nettes et de la mesure financière la plus directement comparable conforme aux Normes IFRS de comptabilité, se reporter à la sous-rubrique 7.2 « Activités d'investissement ».

Mesures de gestion du capital

Les mesures financières suivantes utilisées par Cogeco Communications sont des mesures de gestion du capital, comme il est présenté dans les notes annexes aux états financiers consolidés et/ou aux états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

Mesures financières déterminées	Utilisation	Calcul
Endettement net	L'endettement net, qui représente la dette après déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie non soumis à restrictions disponibles, est une mesure utilisée par la direction et, de l'avis de la direction, par certains investisseurs et analystes pour évaluer le levier financier de la Société. L'endettement net est une composante du « ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté ».	Dette à long terme avant les escomptes, les coûts de transaction et autres Ajouter : – endettement bancaire Déduire : – trésorerie et équivalents de trésorerie, exclusion faite de la trésorerie avec restrictions d'utilisation, le cas échéant.
Ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté	Le ratio de l'endettement net sur le BAIIA ajusté est une mesure utilisée par la direction afin d'évaluer le levier financier de la Société ainsi que les décisions relatives à sa structure du capital, notamment au sujet de l'émission de nouveaux titres d'emprunt, et afin d'assurer la gestion du risque lié aux échéances des dettes.	Endettement net divisé par le BAIIA ajusté des douze derniers mois.
Endettement à taux fixe	L'endettement à taux fixe est une mesure utilisée par la direction afin d'assurer la surveillance et la gestion de la structure du capital de la Société. La direction est d'avis que cette mesure aide les investisseurs et les analystes à évaluer le levier financier de la Société.	Capital de la dette à long terme à taux fixe divisé par le capital de la dette à long terme.

Mesures financières supplémentaires

Mesures financières déterminées	Calcul
Marge du BAIIA ajusté	BAIIA ajusté divisé par les produits
Intensité du capital	Dépenses d'investissement nettes divisées par les produits
Rendement des capitaux propres	Bénéfice attribuable aux propriétaires de la Société pour l'exercice divisé par la moyenne des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société pour l'exercice

14. Renseignements financiers trimestriels supplémentaires

	Exercice 2026				Exercice 2025			Exercice 2024
Trimestres clos les	**28 février**	**30 novembre**	31 août	31 mai	28 février	30 novembre	31 août	31 mai[1]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)	**$**	**$**	$	$	$	$	$	$
Opérations								
Produits	**693 560**	**707 247**	708 693	730 679	732 426	738 695	747 751	750 583
BAIIA ajusté	**337 745**	**353 823**	358 554	362 377	356 499	365 215	370 418	365 824
Marge du BAIIA ajusté	**48,7 %**	**50,0 %**	50,6 %	49,6 %	48,7 %	49,4 %	49,5 %	48,7 %
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits)	**6 335**	**1 298**	16 032	9 211	8 035	(9 958)	10 561	45 669
Perte de valeur des immobilisations corporelles	**—**	**—**	—	1 574	—	—	14 862	—
Bénéfice de la période	**83 585**	**93 095**	81 690	73 300	79 637	107 160	85 484	76 334
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**80 006**	**88 676**	77 422	69 895	74 674	100 588	81 958	70 402
Bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société	**83 217**	**89 524**	88 590	77 186	80 693	90 674	99 054	103 597
Flux de trésorerie								
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**170 558**	**176 323**	265 143	400 789	253 212	218 865	319 177	333 626
Flux de trésorerie disponibles[1]	**155 045**	**125 537**	107 781	143 946	116 603	148 858	148 189	88 185
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**123 626**	**157 151**	157 625	125 933	159 371	153 243	154 260	171 034
Dépenses d'investissement nettes	**121 778**	**156 963**	154 274	125 462	157 895	150 645	152 253	168 384
Intensité du capital	**17,6 %**	**22,2 %**	21,8 %	17,2 %	21,6 %	20,4 %	20,4 %	22,4 %
Données par action[2] et informations connexes								
Bénéfice par action								
De base	**1,90**	**2,11**	1,84	1,66	1,77	2,39	1,95	1,68
Dilué	**1,89**	**2,09**	1,82	1,64	1,76	2,38	1,94	1,67
Dilué ajusté	**1,96**	**2,11**	2,09	1,82	1,90	2,14	2,35	2,45
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué (en milliers)	**42 425**	**42 477**	42 489	42 508	42 508	42 302	42 217	42 220
Dividendes par action	**0,987**	**0,987**	0,922	0,922	0,922	0,922	0,854	0,854

(1) Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2024, la Société a mis à jour son calcul des flux de trésorerie disponibles pour inclure le produit de cessions d'immobilisations corporelles, qui comprend le produit des transactions de cession-bail. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières ».

(2) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

14.1 Saisonnalité

Les résultats d'exploitation de Cogeco Communications ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes.

cogeco COMMUNICATIONS

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Trimestre et semestre clos le 28 février 2026

États consolidés intermédiaires du résultat net 44
États consolidés intermédiaires du résultat global 45
États consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres 46
États consolidés intermédiaires de la situation financière 47
Tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie 48
Notes annexes 49

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT NET
(non audité)

		Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	Notes	**2026**	2025	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)		**$**	$	**$**	$
Produits	*3*	**693 560**	732 426	**1 400 807**	1 471 121
Charges d'exploitation	*5*	**349 801**	371 006	**697 211**	739 564
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	*16*	**6 014**	4 921	**12 028**	9 843
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits)	*6*	**6 335**	8 035	**7 633**	(1 923)
Amortissements	*7*	**165 191**	182 920	**337 270**	358 819
Charges financières	*8*	**60 246**	63 003	**121 889**	128 492
Bénéfice avant impôts sur le résultat		**105 973**	102 541	**224 776**	236 326
Impôts sur le résultat	*9*	**22 388**	22 904	**48 096**	49 529
Bénéfice de la période		**83 585**	79 637	**176 680**	186 797
Bénéfice de la période attribuable aux :					
Propriétaires de la Société		**80 006**	74 674	**168 682**	175 262
Participations ne donnant pas le contrôle		**3 579**	4 963	**7 998**	11 535
		83 585	79 637	**176 680**	186 797
Bénéfice par action					
De base	*10*	**1,90**	1,77	**4,01**	4,17
Dilué	*10*	**1,89**	1,76	**3,97**	4,13

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Bénéfice de la période	**83 585**	79 637	**176 680**	186 797
Autres éléments du résultat global				
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net				
Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	**(3 282)**	(9 994)	**(10 961)**	(8 147)
Impôts sur le résultat connexes	**869**	2 648	**2 905**	2 159
	(2 413)	(7 346)	**(8 056)**	(5 988)
Ajustements au titre de l'écart de change				
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	**(63 730)**	78 542	**(19 295)**	172 881
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	**5 055**	(16 807)	**1 500**	(37 048)
Impôts sur le résultat connexes	**—**	(115)	**—**	869
	(58 675)	61 620	**(17 795)**	136 702
	(61 088)	54 274	**(25 851)**	130 714
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net				
Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies				
Réévaluation du passif ou de l'actif net au titre des régimes à prestations définies	**1 931**	(315)	**2 672**	(435)
Impôts sur le résultat connexes	**(512)**	83	**(708)**	115
	1 419	(232)	**1 964**	(320)
	(59 669)	54 042	**(23 887)**	130 394
Résultat global de la période	**23 916**	133 679	**152 793**	317 191
Résultat global de la période attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	**33 356**	112 675	**148 736**	270 360
Participations ne donnant pas le contrôle	**(9 440)**	21 004	**4 057**	46 831
	23 916	133 679	**152 793**	317 191

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					
(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Réserve au titre de paiements fondés sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	$	$	$	$	$	$
	(note 12)		*(note 13)*			
Solde au 31 août 2024	839 701	19 719	122 401	1 997 870	494 972	3 474 663
Bénéfice de la période	—	—	—	175 262	11 535	186 797
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	95 418	(320)	35 296	130 394
Résultat global de la période	—	—	95 418	174 942	46 831	317 191
Paiement fondé sur des actions (notes 12 C) et 16)	—	2 292	—	—	—	2 292
Options sur actions exercées et autres	3 501	(2 126)	—	—	—	1 375
Dividendes (note 12 B))	—	—	—	(77 380)	—	(77 380)
Cession d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	409	—	—	—	—	409
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	2 478	(3 047)	—	569	—	—
Total des apports des (distributions aux) actionnaires	6 388	(2 881)	—	(76 811)	—	(73 304)
Solde au 28 février 2025	846 089	16 838	217 819	2 096 001	541 803	3 718 550
Solde au 31 août 2025	**846 001**	**19 986**	**125 959**	**2 168 576**	**523 129**	**3 683 651**
Bénéfice de la période	**—**	**—**	**—**	**168 682**	**7 998**	**176 680**
Autres éléments du résultat global de la période	**—**	**—**	**(21 910)**	**1 964**	**(3 941)**	**(23 887)**
Résultat global de la période	**—**	**—**	**(21 910)**	**170 646**	**4 057**	**152 793**
Paiement fondé sur des actions (notes 12 C) et 16)	**—**	**3 349**	**—**	**—**	**—**	**3 349**
Options sur actions exercées	**1 242**	**(160)**	**—**	**—**	**—**	**1 082**
Dividendes (note 12 B))	**—**	**—**	**—**	**(82 637)**	**—**	**(82 637)**
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**(10 055)**	**—**	**—**	**—**	**—**	**(10 055)**
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**2 530**	**(2 315)**	**—**	**(215)**	**—**	**—**
Total des apports des (distributions aux) actionnaires	**(6 283)**	**874**	**—**	**(82 852)**	**—**	**(88 261)**
Solde au 28 février 2026	**839 718**	**20 860**	**104 049**	**2 256 370**	**527 186**	**3 748 183**

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	*Notes*	**28 février 2026** **$**	31 août 2025 $
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie		**54 501**	75 152
Créances clients et autres débiteurs		**160 824**	131 876
Impôts sur le résultat à recevoir		**19 463**	3 483
Charges payées d'avance et autres		**75 927**	46 952
Instruments financiers dérivés		**4 602**	2 947
		315 317	260 410
Actifs non courants			
Autres actifs		**177 016**	153 451
Immobilisations corporelles		**3 244 150**	3 282 411
Immobilisations incorporelles		**3 774 706**	3 808 837
Goodwill		**2 152 676**	2 166 652
Instruments financiers dérivés		**7 023**	17 635
Actifs d'impôts différés		**1 107**	2 999
		9 671 995	9 692 395
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Endettement bancaire		**4 303**	1 379
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		**297 562**	380 616
Provisions		**31 019**	40 915
Passifs d'impôts sur le résultat		**3 303**	30 089
Passifs sur contrat et autres passifs		**53 517**	58 627
Instruments financiers dérivés		**3 257**	1 961
Tranche courante de la dette à long terme	*11*	**271 769**	43 632
		664 730	557 219
Passifs non courants			
Dette à long terme	*11*	**4 283 813**	4 510 769
Instruments financiers dérivés		**12 340**	12 049
Passifs sur contrat et autres passifs		**17 394**	17 682
Avantages du personnel		**10 534**	9 572
Passifs d'impôts différés		**935 001**	901 453
		5 923 812	6 008 744
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société			
Capital social	*12 A)*	**839 718**	846 001
Réserve au titre de paiements fondés sur des actions		**20 860**	19 986
Cumul des autres éléments du résultat global	*13*	**104 049**	125 959
Bénéfices non distribués		**2 256 370**	2 168 576
		3 220 997	3 160 522
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		**527 186**	523 129
		3 748 183	3 683 651
		9 671 995	9 692 395

Éventualités (note 17) et Événement postérieur à la date de clôture (note 11 A))

COGECO COMMUNICATIONS INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	Notes	**2026**	2025	**2026**	2025
(en milliers de dollars canadiens)		**$**	$	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice de la période		**83 585**	79 637	**176 680**	186 797
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Amortissements	*7*	**165 191**	182 920	**337 270**	358 819
Charges financières	*8*	**60 246**	63 003	**121 889**	128 492
Impôts sur le résultat	*9*	**22 388**	22 904	**48 096**	49 529
Paiement fondé sur des actions		**2 814**	(165)	**4 310**	2 058
Perte (profit) sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles, incluant les transactions de cession-bail	*6*	**(409)**	(1 178)	**317**	(17 626)
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations		**(25)**	72	**91**	273
		333 790	347 193	**688 653**	708 342
Variations des autres activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	*14 A)*	**(72 378)**	(24 343)	**(164 820)**	(98 517)
Intérêts payés		**(69 474)**	(62 195)	**(127 028)**	(123 666)
Impôts sur le résultat payés		**(21 380)**	(7 443)	**(49 924)**	(14 082)
		170 558	253 212	**346 881**	472 077
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisitions d'immobilisations corporelles	*14 B)*	**(123 626)**	(159 371)	**(280 777)**	(312 614)
Acquisition de licences de spectre		**(2 841)**	(3 051)	**(5 709)**	(6 573)
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis		**—**	1 089	**—**	1 089
Subventions reçues d'avance		**184**	193	**372**	380
Produit de cessions d'immobilisations corporelles, incluant les transactions de cession-bail	*6*	**1 412**	931	**2 624**	20 544
Autres		**(4 124)**	—	**(4 124)**	—
		(128 995)	(160 209)	**(287 614)**	(297 174)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Augmentation de l'endettement bancaire		**4 303**	11 127	**2 924**	2 657
Augmentation (diminution) nette des facilités de crédit rotatif		**30 197**	(331 714)	**76 182**	(312 893)
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction		**1 857**	323 421	**5 445**	323 421
Remboursement et rachat des billets et des facilités de crédit		**(43 091)**	(7 761)	**(64 525)**	(49 019)
Remboursement des obligations locatives		**(3 758)**	(3 181)	**(7 332)**	(5 787)
Émission d'actions subalternes à droit de vote	*12 A)*	**1 082**	45	**1 082**	2 956
Cession (acquisition) d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	*12 A)*	**—**	409	**(10 055)**	409
Dividendes versés	*12 B)*	**(41 242)**	(38 707)	**(82 637)**	(77 380)
		(50 652)	(46 361)	**(78 916)**	(115 636)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère		**(1 539)**	2 862	**(1 002)**	5 471
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		**(10 628)**	49 504	**(20 651)**	64 738
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		**65 129**	91 569	**75 152**	76 335
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		**54 501**	141 073	**54 501**	141 073

1. Nature des activités

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») est une société de télécommunications qui exerce ses activités par l'intermédiaire de ses unités d'affaires Cogeco Connexion et Breezeline. Cogeco Communications fournit des services Internet, sans-fil, vidéo et téléphonie filaire aux clientèles résidentielle et d'affaires au Canada et aux États-Unis.

La Société est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détenait 28,4 % des actions de participation de la Société au 28 février 2026, représentant 79,8 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société. Cogeco Communications est une société ouverte canadienne dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CCA ». Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3301, Montréal (Québec) H3B 3N2.

Les résultats d'exploitation pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'exploitation pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la saisonnalité soit un facteur significatif sur le plan de ses résultats trimestriels.

2. Base d'établissement et développements en matière de méthodes comptables

A) Base d'établissement

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), ils ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société et l'autorisation de publication a été donnée le 9 avril 2026. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles suivies par la Société dans ses états financiers consolidés annuels de 2025. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de 2025 de la Société. Certains montants comparatifs présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle des états financiers consolidés de l'exercice 2026.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, sauf indication contraire.

B) Écart de change

Les taux de change utilisés pour convertir les résultats de Breezeline, l'établissement à l'étranger de la Société, s'établissent comme suit :

	Taux de clôture au		Taux moyens pour les trimestres clos les 28 février		Taux moyens pour les semestres clos les 28 février	
	28 février 2026	31 août 2025	**2026**	2025	**2026**	2025
Dollar américain par rapport au dollar canadien	**1,3642**	1,3742	**1,3753**	1,4298	**1,3856**	1,4028

C) Développements en matière de méthodes comptables

Futures modifications de normes comptables

La nouvelle norme comptable et les modifications suivantes apportées aux normes de comptabilité ont été publiées par l'IASB et n'ont pas encore été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers – modifications d'IFRS 9 *Instruments financiers* et d'IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*	En mai 2024, l'IASB a publié le document Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers, qui a modifié IFRS 9 et IFRS 7 afin d'apporter des précisions sur les circonstances dans lesquelles un actif financier ou un passif financier est comptabilisé et décomptabilisé et afin d'introduire un choix de méthode comptable pour la décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique avant la date de règlement. Les modifications clarifient également le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques liées aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG »), des prêts sans recours et des instruments liés par contrat, en plus d'introduire des obligations d'information relativement aux instruments financiers assortis de clauses conditionnelles et aux instruments de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés, mais estime que celle-ci ne devrait pas être significative.
IFRS 18 *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*	En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*, qui remplace IAS 1 *Présentation des états financiers*. IFRS 18 introduit trois nouveaux types de prescriptions visant à améliorer la présentation des informations fournies par les entreprises en matière de performance financière afin que les investisseurs disposent d'une meilleure base d'analyse et de comparaison des entreprises : • amélioration de la comparabilité de l'état du résultat net en introduisant trois catégories distinctes de produits et de charges (exploitation, investissement et financement) et en imposant à toutes les entreprises de présenter deux nouveaux sous-totaux, soit le résultat d'exploitation et le résultat net avant financement et impôts sur le résultat; • amélioration de la transparence des indicateurs de performance définis par la direction en exigeant des entreprises de fournir des explications sur ces indicateurs qui leur sont propres et qui sont reliés à l'état du résultat net; et • indications plus pertinentes sur la manière dont les entreprises regroupent les informations dans les états financiers et sur la question de savoir si les informations sont à fournir dans les états financiers de base ou si elles doivent être ventilées dans les notes annexes. L'IASB a également apporté des modifications corrélatives à d'autres normes de comptabilité, notamment IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie*, IAS 33 *Résultat par action* et IAS 34 *Information financière intermédiaire*. IFRS 18 entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces normes de comptabilité nouvelles et modifiées sur la présentation de ses états financiers consolidés et sur les informations à fournir. À la suite d'une évaluation de haut niveau, la Société s'attend actuellement à ce que les incidences les plus importantes sur la présentation de ses états financiers consolidés et sur les informations à fournir soient les suivantes : • **États consolidés du résultat net :** Même s'il n'y aura aucune incidence sur le résultat net présenté par la Société pour la période ou pour l'exercice, la présentation des états consolidés du résultat net de la Société sera modifiée, notamment par la présentation des deux sous-totaux nouvellement définis et par le classement des produits et des charges dans les catégories définies par IFRS 18. Certains postes pourraient également être modifiés en raison de l'application de la nouvelle notion de « résumé structuré et utile » et des principes de regroupement et de ventilation améliorés. • **Tableaux consolidés des flux de trésorerie :** Le sous-total du résultat d'exploitation sera le nouveau point de départ et remplacera à ce titre le résultat net pour la période ou l'exercice, tandis que les intérêts payés seront présentés sous les flux de trésorerie liés aux activités de financement au lieu des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. • **Notes annexes :** Certaines mesures financières et informations connexes, qui sont actuellement présentées à titre de « mesures financières non conformes aux Normes IFRS de comptabilité et autres mesures financières » dans le rapport de gestion de la Société, devraient être considérées comme des « mesures de la performance définies par la direction » en vertu d'IFRS 18 (p. ex., le BAIIA ajusté et le bénéfice ajusté attribuable aux propriétaires de la Société). Par conséquent, les informations à fournir relativement à ces mesures de la performance définies par la direction devront être présentées dans une seule note des états financiers consolidés.

3. Produits

Trimestres clos les 28 février

	Secteur des télécommunications au Canada		Secteur des télécommunications aux États-Unis		Données consolidées	
	2026	2025	**2026**	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$	**$**	$
Services résidentiels[1]	**307 111**	305 350	**277 094**	315 095	**584 205**	620 445
Services commerciaux	**48 711**	48 009	**41 191**	45 171	**89 902**	93 180
Autres[2]	**17 626**	16 852	**1 827**	1 949	**19 453**	18 801
	373 448	370 211	**320 112**	362 215	**693 560**	732 426

Semestres clos les 28 février

	Secteur des télécommunications au Canada		Secteur des télécommunications aux États-Unis		Données consolidées	
	2026	2025	**2026**	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$	**$**	$
Services résidentiels[1]	**618 249**	617 627	**563 276**	627 348	**1 181 525**	1 244 975
Services commerciaux	**97 605**	96 372	**83 596**	89 754	**181 201**	186 126
Autres[2]	**34 506**	33 478	**3 575**	6 542	**38 081**	40 020
	750 360	747 477	**650 447**	723 644	**1 400 807**	1 471 121

(1) Comprennent les produits des abonnés résidentiels des services Internet, vidéo, téléphonie filaire et sans-fil, ainsi que des abonnés résidentiels de gros.

(2) Comprend essentiellement les produits en provenance des fournisseurs Internet fondés sur les services de gros et les recettes publicitaires.

4. Information sectorielle

Les résultats de la Société sont présentés en deux secteurs opérationnels : le secteur des télécommunications au Canada et le secteur des télécommunications aux États-Unis. Le tableau ci-dessous présente les informations relatives à chaque secteur à présenter. Le BAIIA ajusté, qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation, est utilisé pour évaluer la performance de chaque secteur, car la direction est d'avis que cette mesure est la plus pertinente pour évaluer leurs résultats et prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs. Les transactions entre les secteurs opérationnels sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

	Trimestre clos le 28 février 2026			
	Secteur des télécommunications au Canada	**Secteur des télécommunications aux États-Unis**	**Activités du siège social et éliminations**	**Données consolidées**
	$	**$**	**$**	**$**
Produits	**373 448**	**320 112**	**—**	**693 560**
Charges d'exploitation	**178 495**	**163 123**	**8 183**	**349 801**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**—**	**—**	**6 014**	**6 014**
BAIIA ajusté	**194 953**	**156 989**	**(14 197)**	**337 745**
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais				**6 335**
Amortissements				**165 191**
Charges financières				**60 246**
Bénéfice avant impôts sur le résultat				**105 973**
Impôts sur le résultat				**22 388**
Bénéfice de la période				**83 585**
Dépenses d'investissement nettes[1]	**70 243**	**51 535**	**—**	**121 778**

	Trimestre clos le 28 février 2025			
	Secteur des télécommunications au Canada	Secteur des télécommunications aux États-Unis	Activités du siège social et éliminations	Données consolidées
	Données retraitées[2]		*Données retraitées*[2]	
	$	$	$	$
Produits	370 211	362 215	—	732 426
Charges d'exploitation	179 665	184 506	6 835	371 006
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	4 921	4 921
BAIIA ajusté	190 546	177 709	(11 756)	356 499
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais				8 035
Amortissements				182 920
Charges financières				63 003
Bénéfice avant impôts sur le résultat				102 541
Impôts sur le résultat				22 904
Bénéfice de la période				79 637
Dépenses d'investissement nettes[1]	77 493	80 402	—	157 895

	Semestre clos le 28 février 2026			
	Secteur des télécommunications au Canada	**Secteur des télécommunications aux États-Unis**	**Activités du siège social et éliminations**	**Données consolidées**
	$	**$**	**$**	**$**
Produits	**750 360**	**650 447**	**—**	**1 400 807**
Charges d'exploitation	**355 086**	**328 625**	**13 500**	**697 211**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**—**	**—**	**12 028**	**12 028**
BAIIA ajusté	**395 274**	**321 822**	**(25 528)**	**691 568**
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais				**7 633**
Amortissements				**337 270**
Charges financières				**121 889**
Bénéfice avant impôts sur le résultat				**224 776**
Impôts sur le résultat				**48 096**
Bénéfice de la période				**176 680**
Dépenses d'investissement nettes[1]	**175 934**	**102 807**	**—**	**278 741**

	Semestre clos le 28 février 2025			
	Secteur des télécommunications au Canada	Secteur des télécommunications aux États-Unis	Activités du siège social et éliminations	Données consolidées
	Données retraitées[2]		*Données retraitées*[2]	
	$	$	$	$
Produits	747 477	723 644	—	1 471 121
Charges d'exploitation	360 371	367 123	12 070	739 564
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	9 843	9 843
BAIIA ajusté	387 106	356 521	(21 913)	721 714
Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits)				(1 923)
Amortissements				358 819
Charges financières				128 492
Bénéfice avant impôts sur le résultat				236 326
Impôts sur le résultat				49 529
Bénéfice de la période				186 797
Dépenses d'investissement nettes[1]	154 411	154 129	—	308 540

(1) Les dépenses d'investissement nettes excluent les acquisitions sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre, ainsi que les coûts d'emprunt connexes, et sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend les subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles. Se reporter à la note 14 B) pour un rapprochement des dépenses d'investissement nettes et des paiements en trésorerie pour les acquisitions d'immobilisations corporelles présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

(2) À la suite du lancement à grande échelle de son offre de services sans fil canadiens dans la majorité de sa zone de couverture au Québec et en Ontario au cours du premier trimestre de l'exercice 2026, la Société a modifié la présentation de ses secteurs à présenter de manière à inclure les activités sans fil canadiennes dans son secteur des télécommunications au Canada. Les activités de Cogeco Mobile ont été incluses dans le poste Activités du siège social et éliminations durant la phase de démarrage. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée. Des charges d'exploitation de 1,9 million $ et de 4,9 millions $ pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2025, respectivement, ont notamment été reclassées des activités du siège social et éliminations au secteur des télécommunications au Canada.

5. Charges d'exploitation

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	**108 922**	114 949	**214 583**	230 542
Coûts de prestations de service[1]	**179 094**	189 718	**354 058**	377 698
Coûts liés aux clients[2]	**25 207**	29 178	**55 344**	62 691
Autres achats externes[3]	**36 578**	37 161	**73 226**	68 633
	349 801	371 006	**697 211**	739 564

(1) Comprennent les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les frais de franchise et les coûts de réseau.

(2) Comprennent les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les charges pour créances douteuses et les frais de recouvrement.

(3) Comprennent les frais relatifs aux immeubles de bureaux, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») et les autres frais d'administration.

6. Frais d'acquisition, d'intégration, de restructuration et autres frais (profits)

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$
Frais d'acquisition et d'intégration	**—**	6	**—**	154
Frais de restructuration	**4 957**	4 541	**5 602**	5 579
Coûts de configuration et de personnalisation dans le cadre d'accords d'infonuagique et d'autres accords[1]	**1 378**	3 488	**2 031**	5 033
Profit sur transactions de cession-bail[2]	**—**	—	**—**	(13 844)
Autres coûts	**—**	—	**—**	1 155
	6 335	8 035	**7 633**	(1 923)

(1) Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2025, les coûts liés aux licences technologiques pour le déploiement du système canadien de technologie sans fil se chiffraient à 2,1 millions $ et à 3,3 millions $, respectivement; pour les périodes correspondantes de l'exercice 2026, ces coûts se chiffrent à 1,8 million $ et à 3,5 millions $, respectivement, et sont inclus dans les charges d'exploitation du secteur des télécommunications au Canada puisque le système est maintenant en service.

(2) En relation avec la vente d'un immeuble et sa reprise à bail pour une période de deux ans, avec option de renouvellement pour une année supplémentaire, conclue au cours du premier trimestre de l'exercice 2025.

7. Amortissements

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$
Secteur des télécommunications au Canada	**82 112**	87 277	**165 063**	173 308
Secteur des télécommunications aux États-Unis	**82 774**	95 350	**171 596**	184 923
Activités du siège social et éliminations	**305**	293	**611**	588
	165 191	182 920	**337 270**	358 819

8. Charges financières

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	**66 230**	71 422	**132 337**	141 579
Intérêts sur les obligations locatives	**781**	771	**1 541**	1 513
Profit lié au rachat d'une dette[1]	**(1 454)**	—	**(1 454)**	—
Profit net de change	**(794)**	(2 935)	**(1 691)**	(939)
Produits d'intérêts et autres produits	**(1 328)**	(2 801)	**(2 536)**	(5 528)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif[2]	**(4 086)**	(4 879)	**(8 065)**	(10 209)
Autres	**897**	1 425	**1 757**	2 076
	60 246	63 003	**121 889**	128 492

(1) Se rapporte au rachat d'une portion des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2026.

(2) Se rapportent principalement à la dette contractée pour l'achat de licences de spectre et la construction de certains réseaux. Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2026, le taux d'intérêt moyen pondéré utilisé pour l'inscription à l'actif des coûts d'emprunt était de 4,61 % (5,39 % et 5,68 % respectivement pour les périodes comparatives de l'exercice précédent).

9. Impôts sur le résultat

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$
Exigibles	**(4 433)**	9 670	**6 545**	24 298
Différés	**26 821**	13 234	**41 551**	25 231
	22 388	22 904	**48 096**	49 529

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux prévus par la loi du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé.

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**105 973**	102 541	**224 776**	236 326
Taux d'imposition combiné canadien	**26,5 %**	26,5 %	**26,5 %**	26,5 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	**28 083**	27 173	**59 566**	62 626
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	**66**	(150)	**(13)**	(317)
Réévaluation des actifs d'impôts différés	**520**	—	**520**	—
Comptabilisation de pertes en capital non comptabilisées antérieurement	**—**	—	**—**	(2 338)
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	**298**	202	**704**	(1 749)
Impôt minimum mondial selon le Pilier Deux[1]	**514**	3 171	**1 572**	5 689
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	**(8 874)**	(7 888)	**(15 945)**	(15 159)
Autres	**1 781**	396	**1 692**	777
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	**22 388**	22 904	**48 096**	49 529
Taux d'impôt effectif	**21,1 %**	22,3 %	**21,4 %**	21,0 %

(1) La Société a appliqué l'exception temporaire obligatoire à la comptabilisation de l'impôt différé découlant de la mise en œuvre de l'impôt minimum mondial prévu dans le modèle du Pilier Deux et comptabilise l'impôt exigible au cours de la période à laquelle il se rapporte.

10. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente les composantes utilisées dans le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action.

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**80 006**	74 674	**168 682**	175 262
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**41 999 017**	42 110 728	**42 052 323**	42 079 120
Incidence des options sur actions dilutives[1]	**37 209**	21 381	**23 800**	30 539
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	**70 736**	72 925	**69 003**	68 860
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	**318 291**	302 815	**304 743**	225 560
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**42 425 253**	42 507 849	**42 449 869**	42 404 079

(1) Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2026, 592 418 options sur actions (800 847 et 799 047 respectivement pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent) ont été exclues du calcul du bénéfice par action dilué étant donné que le prix d'exercice des options était supérieur à la moyenne du prix des actions subalternes à droit de vote.

11. Dette à long terme

	28 février 2026	31 août 2025
	$	$
Billets et facilités de crédit	**4 468 535**	4 470 302
Obligations locatives	**69 953**	67 005
Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	**17 094**	17 094
	4 555 582	4 554 401
Moins : tranche courante	**271 769**	43 632
	4 283 813	4 510 769

A) Billets et facilités de crédit

	Échéance	Taux d'intérêt [1]	28 février 2026	31 août 2025
		%	**$**	$
Société				
Facilité de crédit à terme rotatif				
Emprunt renouvelable – 214,6 millions $ US (159 millions $ US au 31 août 2025)	Mai 2030	3,75 [2]	**292 757**	218 498
Billets garantis de premier rang – série B – 150 millions $ US	Septembre 2026	4,29	**204 583**	206 036
Billets garantis de premier rang – série 1	Septembre 2031	2,99	**498 061**	497 900
Billets garantis de premier rang – série 2	Février 2033	5,30	**298 544**	298 457
Billets garantis de premier rang – série 3	Février 2035	4,74	**323 414**	323 343
Billets non garantis de premier rang	Février 2029	6,13	**272 698**	272 343
Facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang	Novembre 2042	5,75	**7 276**	1 711
Filiales américaines				
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang				
Tranche 2 – 856,5 millions $ US (868,5 millions $ US au 31 août 2025)	Septembre 2028	5,11 [3]	**1 159 985**	1 183 349
Tranche 3 – 584,6 millions $ US (618,4 millions $ US au 31 août 2025)	Septembre 2030	7,20 [4]	**783 095**	833 884
Crédit agricole – 465,5 millions $ US (467,9 millions $ US au 31 août 2025)	Septembre 2028	6,92 [5]	**628 122**	634 781
Facilité de crédit rotatif garantie de premier rang	Septembre 2028	—	**—**	—
			4 468 535	4 470 302
Moins : tranche courante			**240 716**	29 545
			4 227 819	4 440 757

(1) Taux d'intérêt au 28 février 2026, qui exclut l'incidence des coûts de transaction différés et des commissions d'engagement, mais qui inclut l'incidence des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises en cours, selon le cas.

(2) Un montant de 214,6 millions $ US prélevé sur la facilité de crédit à terme rotatif de la Société a été couvert jusqu'au 31 mars 2026 au moyen d'une convention de swaps de devises qui fixe le montant remboursable à l'échéance à 294,4 millions $.

(3) En date du 28 février 2026, une filiale américaine avait des conventions de swaps de taux d'intérêt existantes visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant de 600 millions $ US au titre de la tranche 2 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable SOFR, ou le taux SOFR plancher de 39 points de base s'il est plus élevé, à des taux fixes allant de 1,32 % à 3,25 %, plus l'écart de crédit applicable, pour des échéances variant entre le 31 octobre 2026 et le 31 août 2028. Le taux d'intérêt inclut l'incidence des swaps de taux d'intérêt en cours.

(4) En date du 28 février 2026, une filiale américaine avait des conventions de swaps de taux d'intérêt existantes visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant de 550 millions $ US au titre de la tranche 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable SOFR à des taux fixes allant de 3,82 % à 4,18 %, plus l'écart de crédit applicable, pour des échéances variant entre le 28 février 2027 et le 28 février 2029. Le taux d'intérêt inclut l'incidence des swaps de taux d'intérêt en cours.

(5) Le taux d'intérêt n'inclut pas l'incidence d'un rabais de taux obtenu en vertu d'un programme de ristourne, qui est incluse au poste Produits d'intérêts et autres produits dans les charges financières.

Facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang

Au cours du premier semestre de l'exercice 2026, Cogeco Communications a prélevé un montant de 10,1 millions $ sur la facilité de crédit non rotatif non garantie de premier rang, dont une tranche de 4,6 millions $ a été comptabilisée à titre de subvention gouvernementale. La facilité de crédit, d'un montant en capital total d'un maximum de 38,1 millions $, ne peut être utilisée que pour financer les projets d'expansion du réseau entrepris dans le cadre du Programme accéléré d'Internet haute vitesse de l'Ontario. Le 28 février 2026, le solde disponible de la facilité se chiffrait à 23,2 millions $.

Facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang

En février 2026, Cogeco Communications a racheté un montant de 27,4 millions $ US du solde impayé des tranches 2 et 3 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. De plus, le 23 février 2026, Cogeco Communications a conclu un contrat exécutoire visant le rachat d'un montant additionnel de 5,0 millions $ US sur sa facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, un montant qui a ensuite été réglé le 10 mars 2026.

B) Autres informations

	28 février 2026	31 août 2025
Taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme[1]	**5,4 %**	5,3 %
Durée moyenne pondérée jusqu'à l'échéance de la dette à long terme (en années)	**4,1**	4,5

(1) Exclut l'amortissement des coûts de transaction différés et les commissions d'engagement, mais inclut l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

12. Capital social

A) Émis et payé

	Actions à droits de vote multiples		Actions subalternes à droit de vote	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
		$		$
Émis et en circulation, 31 août 2025	**12 000 871**	**75 217**	**30 277 651**	**783 447**
Actions émises contre trésorerie en vertu du régime d'options sur actions	**—**	**—**	**17 173**	**1 082**
Paiement fondé sur des actions au titre des options sur actions exercées	**—**	**—**	**—**	**160**
Émis et en circulation, 28 février 2026	**12 000 871**	**75 217**	**30 294 824**	**784 689**
Actions détenues en fiducie, 31 août 2025[1]	**—**	**—**	**(168 700)**	**(12 663)**
Actions subalternes à droit de vote acquises	**—**	**—**	**(152 265)**	**(10 055)**
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	**—**	**—**	**36 759**	**2 530**
Actions détenues en fiducie, 28 février 2026[1]	**—**	**—**	**(284 206)**	**(20 188)**
Émis et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie, 28 février 2026	**12 000 871**	**75 217**	**30 010 618**	**764 501**

(1) Actions détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement.

B) Dividendes

Les tableaux suivants présentent un sommaire des dividendes déclarés pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote de la Société au cours des trimestres et des semestres clos les 28 février 2026 et 2025.

Date de déclaration	Date d'inscription	Date de versement	Dividende par action (en dollars)
29 octobre 2025	**12 novembre 2025**	**26 novembre 2025**	**0,987**
14 janvier 2026	**28 janvier 2026**	**11 février 2026**	**0,987**
			1,974
31 octobre 2024	14 novembre 2024	28 novembre 2024	0,922
13 janvier 2025	27 janvier 2025	10 février 2025	0,922
			1,844

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	**11 845**	11 064	**23 690**	22 129
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	**29 397**	27 643	**58 947**	55 251
	41 242	38 707	**82 637**	77 380

Au cours de sa réunion du 9 avril 2026, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende trimestriel de 0,987 $ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 7 mai 2026 aux actionnaires inscrits en date du 23 avril 2026. La Société indique par les présentes que tous les dividendes sont des dividendes déterminés, à moins d'indication contraire.

C) Régimes de paiement fondé sur des actions

Le tableau suivant présente la charge de rémunération comptabilisée relativement aux régimes de paiement fondé sur des actions de la Société.

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$
Options sur actions	**53**	40	**53**	127
Droits à l'appréciation d'actions	**46**	68	**73**	128
Unités d'actions incitatives	**284**	193	**572**	460
Unités d'actions liées au rendement	**577**	386	**1 296**	596
Unités d'actions différées	**887**	(189)	**1 571**	912
	1 847	498	**3 565**	2 223

Options sur actions et droits à l'appréciation d'actions

Les variations du nombre d'options sur actions et de droits à l'appréciation d'actions en circulation pour le semestre clos le 28 février 2026 se sont établies comme suit :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre de droits à l'appréciation d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
		$		$
En circulation au 31 août 2025	**1 064 464**	**78,26**	**34 687**	**67,45**
Attribués[1]	**253 563**	**64,36**	**34 992**	**64,36**
Exercés[2]	**(17 173)**	**63,03**	**(995)**	**61,62**
Annulés	**(197 666)**	**76,74**	**(14 052)**	**65,49**
En circulation au 28 février 2026	**1 103 188**	**76,48**	**54 632**	**66,08**
Pouvant être exercés au 28 février 2026	**611 525**	**84,58**	**9 083**	**66,07**

(1) La juste valeur moyenne pondérée des options et des droits à l'appréciation d'actions attribués au cours du semestre était de 7,71 $ et de 7,78 $, respectivement.

(2) Pour les options et les droits à l'appréciation d'actions exercés pendant le semestre, le prix moyen pondéré de l'action était de 70,77 $ et de 64,17 $, respectivement.

Unités d'actions incitatives, unités d'actions liées au rendement et unités d'actions différées

Les variations du nombre d'unités d'actions incitatives, d'unités d'actions liées au rendement et d'unités d'actions différées en circulation pour le semestre clos le 28 février 2026 se sont établies comme suit :

	Unités d'actions incitatives	Unités d'actions liées au rendement	Unités d'actions différées
En circulation au 31 août 2025	**68 034**	**290 256**	**128 047**
Attribuées/émises[1]	**24 889**	**77 376**	**15 449**
Unités supplémentaires attribuées, liées au rendement	**—**	**1 046**	**—**
Distribuées/rachetées	**(16 079)**	**(28 217)**	**(11 695)**
Annulées	**(7 971)**	**(30 288)**	**—**
Équivalents de dividendes	**—**	**9 263**	**3 615**
En circulation au 28 février 2026	**68 873**	**319 436**	**135 416**

(1) Au cours du semestre, la juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions incitatives et des unités d'actions liées au rendement attribuées était de 64,36 $, et celle des unités d'actions différées émises, de 72,19 $.

13. Cumul des autres éléments du résultat global

	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Écart de change	Total
	$	$	$
Solde au 31 août 2024	29 999	92 402	122 401
Autres éléments du résultat global	(5 988)	101 406	95 418
Solde au 28 février 2025	24 011	193 808	217 819
Solde au 31 août 2025	**6 272**	**119 687**	**125 959**
Autres éléments du résultat global	**(8 056)**	**(13 854)**	**(21 910)**
Solde au 28 février 2026	**(1 784)**	**105 833**	**104 049**

14. Information supplémentaire sur les flux de trésorerie

A) Variations des autres activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$
Créances clients et autres débiteurs	**(18 318)**	(16 872)	**(29 076)**	(27 066)
Charges payées d'avance et autres	**(16 461)**	(3 385)	**(29 126)**	(9 599)
Autres actifs	**(8 855)**	(3 296)	**(17 845)**	(8 737)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**(27 252)**	(11 738)	**(73 677)**	(40 400)
Provisions	**959**	(2 962)	**(9 913)**	(17 626)
Passifs sur contrat et autres passifs	**(2 451)**	13 910	**(5 183)**	4 911
	(72 378)	(24 343)	**(164 820)**	(98 517)

B) Acquisitions d'immobilisations corporelles

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les paiements en trésorerie pour les acquisitions d'immobilisations corporelles présentés dans la section portant sur les investissements des tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie et les dépenses d'investissement nettes présentées à la note 4.

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**123 626**	159 371	**280 777**	312 614
Subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles au cours de la période	**(1 848)**	(1 476)	**(2 036)**	(4 074)
Dépenses d'investissement nettes	**121 778**	157 895	**278 741**	308 540

15. Instruments financiers

A) Gestion des risques financiers

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché, qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de 2025 de la Société.

Risque de crédit

La notation la plus faible des contreparties aux conventions liées aux instruments financiers dérivés au 28 février 2026 est de « A » selon les services de notation de Standard & Poor's (« S&P »). La direction surveille son exposition aux institutions financières, principalement sous la forme de dépôts, de dérivés et d'engagements liés à des facilités de crédit rotatif.

Risque de liquidité

Le tableau suivant présente le montant utilisé et le solde disponible aux termes des facilités de crédit rotatif de la Société et de ses filiales américaines au 28 février 2026.

	Montant total	Montant utilisé	Solde disponible
Société			
Facilité de crédit à terme rotatif	750,0 millions $	294,5 millions $	455,5 millions $
Filiales américaines			
Facilité de crédit rotatif garantie de premier rang	341,1 millions $	2,9 millions $	338,1 millions $
	(250,0 millions $ US)	(2,2 millions $ US)	(247,8 millions $ US)

Risque de taux d'intérêt

Le 28 février 2026, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif et des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 28 février 2026.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé[1]	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	550 millions $ US	Taux SOFR à terme	3,82 % – 4,18 %	Février 2027 à février 2029	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 3
Flux de trésorerie[2]	600 millions $ US	Taux SOFR à terme assorti d'un taux plancher de 39 points de base	1,32 % – 3,25 %	Octobre 2026 à août 2028	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 2

(1) Les couvertures ont pour effet de convertir le taux de base variable SOFR en des taux fixes, plus l'écart de crédit applicable.

(2) En octobre 2025, des swaps de taux d'intérêt d'un montant de 400 millions $ US sont arrivés à échéance et ont été remplacés en partie par de nouveaux swaps de taux d'intérêt d'un montant de 200 millions $ US, portant le montant des swaps en vigueur à 600 millions $ US. Les nouveaux swaps de taux d'intérêt sont assortis d'un taux d'intérêt fixe de 3,25 % et arrivent à échéance le 31 août 2028.

Une augmentation (diminution) de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte des facilités à taux d'intérêt variable entraînerait une hausse (baisse) d'approximativement 13,3 millions $ des charges financières annuelles de la Société en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 28 février 2026.

B) Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant.

	28 février 2026		31 août 2025	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
	$	**$**	$	$
Billets et facilités de crédit	**4 468 535**	**4 385 940**	4 470 302	4 495 260

C) Gestion du capital

En matière de gestion du capital, la Société a pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour combler les besoins de capitaux de ses diverses entreprises, y compris pour assurer le développement des entreprises au moyen d'acquisitions, d'occasions de croissance interne et d'innovations. La Société gère la structure de son capital et fait des ajustements en fonction de la conjoncture économique générale, du cadre réglementaire, des risques inhérents aux actifs sous-jacents et de ses besoins en fonds de roulement. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouveaux titres d'emprunt, le remboursement des emprunts existants, l'émission ou le rachat de titres de capitaux propres et les distributions aux actionnaires.

La structure du capital de la Société comprend les capitaux propres, la trésorerie, l'endettement bancaire et la dette à long terme.

Le 28 février 2026 et le 31 août 2025, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

La Société assure le suivi et la gestion de sa structure du capital en utilisant certaines mesures, y compris le ratio principal présenté dans le tableau qui suit.

Aux dates présentées ou pour les périodes de douze mois closes à ces dates	**28 février 2026**	31 août 2025
Composantes du ratio d'endettement		
Endettement net[1]	**4 551 591**	4 527 171
BAIIA ajusté[1]	**1 412 499**	1 442 645
Ratio d'endettement		
Endettement net / BAIIA ajusté	**3,2**	3,1

(1) L'endettement net reflète la dette libellée en dollars américains convertie selon le taux de change en vigueur à la fin de la période, et le BAIIA ajusté reflète le taux de change moyen pour la période de douze mois correspondante.

L'endettement net, qui représente la dette après déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie non soumis à restrictions disponibles, est une mesure utilisée par la direction pour évaluer le levier financier de la Société. Le rapprochement entre l'endettement net et la dette à long terme se présente comme suit :

	28 février 2026	31 août 2025
Dette à long terme, y compris la tranche courante	**4 555 582**	4 554 401
Escomptes, coûts de transaction et autres	**46 207**	46 543
Dette à long terme avant les escomptes, les coûts de transaction et autres	**4 601 789**	4 600 944
Endettement bancaire	**4 303**	1 379
Trésorerie	**(54 501)**	(75 152)
Endettement net	**4 551 591**	4 527 171

16. Transactions entre parties liées

Honoraires de gestion et autres transactions entre parties liées

Au 28 février 2026, Cogeco détenait 28,4 % des actions de participation de la Société, représentant 79,8 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Le tableau suivant présente les honoraires de gestion versés à Cogeco pour les services de direction et d'administration qu'elle fournit à Cogeco Communications en vertu de la convention de services de gestion.

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$
Honoraires de gestion versés à Cogeco	**6 014**	4 921	**12 028**	9 843

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Le tableau suivant présente le nombre d'options sur actions et d'unités d'actions liées au rendement qui, au cours des semestres clos les 28 février 2026 et 2025, ont été attribuées à ces hauts dirigeants, à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications, et dont la valeur a été refacturée à Cogeco.

	Semestres clos les 28 février	
(en nombre d'unités)	**2026**	2025
Options sur actions	**189 845**	143 978
Unités d'actions liées au rendement	**24 679**	89 991

Le tableau suivant présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

	Trimestres clos les 28 février		Semestres clos les 28 février	
	2026	2025	**2026**	2025
	$	$	**$**	$
Options sur actions	**225**	189	**471**	387
Unités d'actions incitatives	**19**	31	**46**	71
Unités d'actions liées au rendement	**734**	473	**1 380**	728
Unités d'actions différées	**27**	37	**110**	73
	1 005	730	**2 007**	1 259

17. Éventualités

Procédures relatives à un recours collectif

Le 20 septembre 2024, une demande d'autorisation d'exercer un recours collectif contre Cogeco Connexion a été déposée devant la Cour supérieure du Québec. La demande allègue que Cogeco Connexion a enfreint la *Loi sur la protection du consommateur* du Québec en omettant d'aviser adéquatement les clients résidentiels du Québec des hausses tarifaires depuis le 20 septembre 2021, et vise à obtenir le remboursement des hausses tarifaires ainsi que des dommages punitifs. Le 5 décembre 2025, la Cour supérieure du Québec a autorisé le recours collectif. Nous contestons vigoureusement cette poursuite. En raison de la grande incertitude entourant l'issue et ses répercussions financières, la Société n'avait comptabilisé aucun passif au 28 février 2026.

Statistiques sur les unités de service primaire

	28 février 2026	30 novembre 2025	31 août 2025	31 mai 2025	28 février 2025
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Foyers câblés[1]	**3 945 898**	3 926 982	3 922 760	3 907 649	3 896 949
Unités de service primaire[2]	**2 794 210**	2 818 088	2 836 254	2 845 656	2 862 759
Abonnés au service Internet	**1 561 469**	1 562 003	1 554 236	1 543 589	1 544 585
Abonnés au service de vidéo	**778 974**	795 130	812 928	826 328	835 941
Abonnés au service de téléphonie filaire	**453 767**	460 955	469 090	475 739	482 233
CANADA					
Foyers câblés	**2 146 451**	2 130 622	2 129 525	2 118 728	2 110 560
Unités de service primaire[2]	**1 853 632**	1 865 999	1 874 071	1 867 975	1 865 624
Abonnés au service Internet	**951 718**	947 079	938 166	921 178	911 749
Abonnés au service de vidéo	**557 097**	567 941	578 761	586 069	590 269
Abonnés au service de téléphonie filaire	**344 817**	350 979	357 144	360 728	363 606
ÉTATS-UNIS					
Foyers câblés[1]	**1 799 447**	1 796 360	1 793 235	1 788 921	1 786 389
Unités de service primaire[2]	**940 578**	952 089	962 183	977 681	997 135
Abonnés au service Internet	**609 751**	614 924	616 070	622 411	632 836
Abonnés au service de vidéo	**221 877**	227 189	234 167	240 259	245 672
Abonnés au service de téléphonie filaire	**108 950**	109 976	111 946	115 011	118 627

(1) Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2025, des ajustements ont été apportés aux foyers câblés à la suite d'un examen exhaustif du calcul des foyers américains câblés. Ce changement a été appliqué aux chiffres comparatifs de façon rétrospective.

(2) Les unités de service primaire excluent les abonnés au service de téléphonie mobile étant donné que les services sans fil sont au stade initial de développement.